

GILETS JAUNES, UN AN DE MOUVEMENT(S)

TÉMOIGNAGES, ARTICLES, TEXTES, PHOTOGRAPHIES, ...



ÉDITIONS

CNT ACTUELLE

COLLECTION ACTUELLE

Pour recevoir un exemplaire de notre journal, Anarchosyndicalisme !, envoyez vos coordonnées à notre local toulousain CNT-AIT ; 7, Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse

Autres coordonnées: Tel: 05 61 52 86 48

Courriel: contact@cntaittoulouse.lautre.net

Site Web: www.cntaittoulouse.lautre.net / www.cnt-ait-.info

Facebook : CNT-AIT - Toulouse

Quelques autres adresses de contacts:

Paris et alentours: contact@cnt-ait.info

Tarn-et-Garonne: montauban@cnt-ait.info

Landes: interco.landes@free.fr

Volvestre: cnt-ait-volvestre@ouvaton.org

Lot: cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org

Puy-de-Dôme: cnt-ait.thiers@riseup.net

Ille-et-Vilaine: initiative.redon@cnt-ait.info

Allier: cntait03@riseup.net

Hérault: cnt-ait34@outlook.fr

Pour nous rencontrer, pour un problème lié à votre emploi ou pour vous tenir au courant des luttes en cours, notre local - dont l'adresse est disponible ci-dessus - est ouvert au public pour une permanence tous les samedis de 17:00 à 19:00. Vous pouvez également nous retrouver lors de tables de presse tous les dimanches aux allées Jules Guesdes de 10:30 à 11:30 et au marché de Saint-Aubin de 12:00 à 13:00. A Montauban également avec les tables de presse, les samedi, 10h30 à 12h, au marché du Jardin des plantes.

D'autres brochures sont disponibles sur notre site internet. Il est possible de les obtenir en version papier, contactez-nous par mail ou par voie postale (voir coordonnées) ; également disponibles au local, lors des permanences ou lors des tables de presse.

TABLE DES MATIÈRES

Communiqué sur le mouvement du 17 novembre 2018	7
Le 16 novembre	8
En direct d'un barrage à toulouse, le 17 novembre	9
Le 20 novembre	10
Le 27 novembre	10
Les Gilets jaunes	12
De la révolte populaire à la Révolution sociale ?	17
Les Gilets jaunes, un mouvement fasciste et réactionnaire ?	19
Gilets jaunes : nous sommes le nouveau monde !	20
CNT-AIT (f): Anarcho-syndicalists participate in the mobilizations of the yellow vests	22
Choses vues ...	24
Résistance populaire autonome	25
Appel des gilets jaunes de commercy a fonctionner sur le mode d'assemblées populaires	28
Contre la violence du pouvoir, auto-organisation et solidarité	31
Assemblée des Gilets jaunes de la région Occitanie	32
Gilets jaunes, images d'une révolution moderne [extraits du texte]	35
Le 03 janvier 2019	36
Le 8 janvier	36
Le 11 janvier	37
Communiqué du 16 janvier	37
Grève et blocage à Géodis	37
Appel de la première « assemblée des assemblées »	38
Le 26 janvier	40
Gilet jaunes : vers un réveil de conscience ?	41
Le 5 février 2019	45
Le 10 février	45
Appel des Gilets jaunes de Commercy à des assemblées populaires partout	45
Refusons la récupération ! Vive la démocratie directe ! Pas besoin de « représentants » régionaux !	45
Pingres et méchants	48
Macron on s'en fout, on ne veut plus de président du tout	50
Pourquoi être Gilet jaune quand on est anarchosyndicaliste ?	52
Le 24 mars 2019	54
Etat et violence	55
Nous étions là ...	59

Mêmes causes, mêmes effets...	60
L'appel des gilets jaunes déteint sur les retraités espagnols	63
Démocratie !	63
Être et avoir	64
Mais, que vais-je faire de vous, bons « à rien » ?	66
Le 27 mai 2019	69
Il paraît que les gilets jaunes auraient majoritairement voté pour le r.n ?	70
La répression est un outil de l'état, démocratique ou pas !	72
Des gilets jaunes et de la cogestion	74
Le 15 septembre 2019	75
L'affaire du homard	76
Le 13 octobre 2019	76
Oerde avec les syndicats ou avec gagner avec les gilets jaunes	77
Que penser du 5 décembre 2019 ?	79

EN GUISE D'INTRODUCTION ...
A PROPOS DES BARRAGES FILTRANTS ...
AUTO-ORGANISONS NOUS ET AGISSONS ! NOUS EN AVONS LES MOYENS !

Texte écrit en 2009 (il y a dix ans ...) par les compagnons de la CNT-AIT de Montauban (compagnons qui bien entendu participent activement au mouvements des Gilets jaunes aujourd'hui !). Où il était question de barrages filtrants et de gilets phosphorescents
 ...

« Le Capitalisme , c'est l'amélioration pour tous des conditions de vie ! » Qui y croit encore ? En France, comme ailleurs, le nombre de misérables ne se compte plus. Tout le monde est d'accord : la situation est grave. C'est un carnage quotidien sur la population mondiale... Aujourd'hui le capitalisme nous a montré à tous son vrai visage. Un seul exemple parmi des milliers : 50 milliards de dollars refusés pour éradiquer la faim dans le monde, mais 1700 milliards de dollars immédiatement lâchés pour sauver... les banques ! Ces chiffres à eux seuls veulent tout dire. Ce système mondialisé n'est pas fait pour la population mondiale mais pour ces criminels en cols blancs. Aujourd'hui nous savons tous qui ils sont ! Nous ne pouvons plus être dupes de tant de crimes appuyés sur tant de mensonges. Ils sont les coupables et les maîtres d'oeuvre de ce cataclysme. Il n'y a RIEN à attendre du Pouvoir, des multiples prétendants à sa succession (tous les partis politiques) et de ses complices (les grands pontes syndicaux et les médias).

Dans ce contexte mondial, où les fondamentaux idéologiques du Capitalisme sont enfin profondément ébranlés, la colère gronde partout sur la planète en effervescence. Les laisserons-nous faire !? Nous les précaires, les opprimés, les exploités de toutes les latitudes, les laisserons-nous faire ? Ce ne sont pas quelques balades s'accompagnant du «chant des sirènes» dans le centre-ville, ni l'impasse des négociations qui vont mettre fin à cette barbarie qui n'a que trop duré.

La fatalité n'existe pas ! L'avenir dépend de nous, de notre capacité à nous révolter et de notre détermination à nous auto-organiser. En fait tout dépend de nous ! En Guadeloupe, en Grèce, en France, en Islande, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, etc... partout dans le monde ! C'est le moment d'arrêter la machine, le moment d'en finir une bonne fois pour toutes avec l'exploitation, avec ce système (Capitalisme + États), le moment pour nous, les exploités, de reprendre l'économie entre nos mains, de nous assurer que chacun ne manque de rien ! c'est le moment pour nous tous d'intervenir activement dans ce processus en cours, de peser pour que ce soit la Révolution Sociale Mondiale qui l'emporte et d'en finir une bonne fois pour toute avec la Barbarie, qui a piétiné sans vergogne l'Égalité, la Liberté et la Solidarité ! Ce système n'est pas immuable, nous pouvons le détruire et construire une véritable société sur ces valeurs humanistes et universelles !

Quels moyens individuels et collectifs dans ce contexte d'effervescence ?

L'Auto-organisation !

C'est à la population de s'organiser pour lutter et construire l'avenir. L'auto-organisation permet à chacun d'intervenir dans des comités de lutte et les assemblées générales là où peut s'établir une authentique liaison entre les exploités, afin de dépasser le corporatisme en posant des revendications unifiantes. L'auto-organisation est le premier pas de notre «autonomie» vis-à-vis de ceux qui concourent à notre oppression. La lutte ne peut être fructueuse que si elle est capable d'engendrer un mouvement de masse extrêmement diffus et tenace, qui pratique le harcèlement sur une grande échelle du territoire en déconcentrant ses actions pour les multiplier, dans l'optique d'une grève généralisée. Auto-organisons nous partout en comités de lutte, sans chefs, sur le principe du Fédéralisme Libertaire (usines, quartiers, villages, etc...). Réfléchissons, décidons et agissons ! nous mêmes sans aucun représentant au dessus de nous. Grâce à ce mode d'organisation chacun prend ses responsabilités et peut enfin agir.

Des actes assumés en rupture radicale avec le système !

Posons et multiplions, de manière contagieuse, des actes forts et concrets en rupture radicale avec le système. Libérons notre imaginaire subversif... Un exemple parmi d'autres : Les Barrages filtrants

Un peu partout les exploités, de plus en plus déterminés, s'auto-organisent (sans les syndicats ni les partis politiques) et réinvestissent leur terrain de prédilection : la rue ! Partout, comme en Guadeloupe, on voit en effet apparaître des barrages filtrants qui ralentissent les flux économiques ; cette Économie qui est entre les mains des capitalistes, alors que c'est pourtant bien nous qui bossons...

Et ça marche !

Ces barrages sont accueillis très favorablement par la plupart des automobilistes et des routiers. Ces ralentissements des flux (et non blocages) permettent, grâce au dialogue, une bonne compréhension et une rapide adhésion des autres exploités qui rapidement se solidarisent. Nombreux sont ceux parmi eux qui ralentissent d'eux mêmes la circulation.

Pourquoi des gilets phosphorescents plutôt que des foulards ou des cagoules ?

Avec quelques tracts et des gilets phosphorescents on pose un acte dont les motivations sont déjà comprises par presque tous ! C'est cette adhésion populaire spontanée qui permet aux exploités en lutte de perpétuer au grand jour ces actes de résistance, sans foulards ni cagoules. Dans le contexte de crise actuelle, ces actes compris et acceptés par le plus grand nombre en rend difficile la répression directe par le Pouvoir et ses forces du désordre.

**NE PERDONS PAS NOTRE TEMPS À NÉGOCIER ! NOUS N'AURONS
QUE CE QUE NOUS PRENDRONS !**

Face au fatalisme, face au cynisme, c'est l'auto-organisation collective et déterminée, et elle seule, qui nous permettra de l'emporter.

**POUR UN AUTRE FUTUR ! RÉSISTANCE POPULAIRE AUTONOME !
RÉVOLUTION SOCIALE MONDIALE ! LIBERTÉ ! ÉGALITÉ ! SOLIDARITÉ !
FÉDÉRALISME LIBERTAIRE !**

CNT - AIT de Montauban (82) Avril 2009

COMMUNIQUÉ SUR LE MOUVEMENT DU 17 NOVEMBRE 2018

Des premières actions ont déjà eu lieu, le mouvement semble le plus fort dans le Nord-Est, le Massif central et surtout en Bretagne, il se déroule pour le moment de façon horizontale, dans les assemblées le plus souvent en cercle et sans « présidence », la parole circule librement et du coup la revendication initiale est déjà dépassée. Face à cette montée en puissance, le gouvernement a amorcé un recul, avant-hier il disait tout assumer, hier il affirmait n'y être pour rien, aujourd'hui il lâche des miettes ... Et demain ?

Voilà ce que nous dit à ce sujet un site internet : « La mobilisation des gilets jaunes va-t-elle durer après le samedi 17 novembre 2018 ? Là, encore, difficile d'apporter une réponse pour le moment. Mais le site *blocage17novembre.com* a mis en ligne une rubrique appelée « *Poursuivre le mouvement après le 17 novembre* ». On y trouve notamment une carte de raffineries (Feyzin, Donges, Grandpuits, Martigues...), d'aéroports, d'autoroutes, de tunnels (tunnel du Mont-Blanc, tunnel de Fréjus...) ou encore de ports à bloquer. Certains organisateurs de manifestations parlent aussi de poursuivre le mouvement le dimanche 18 novembre, voire la semaine qui suit. Si le blocage de raffineries se confirme, une pénurie d'essence pourrait donc avoir lieu... »

Tout se passe comme si au fur et à mesure les uns se rendaient compte de la puissance de l'auto-organisation et le pouvoir de sa faiblesse. Le 17 sera une journée cruciale où l'on verra si le mouvement saura préserver les qualités qui font son succès, où l'on verra s'il reste massif, auto-organisé et solidaire, où l'on verra s'il saura se préserver par exemple de la récupération politicienne qui l'invite déjà à ne pas bloquer et à rester au bord de la route, c'est-à-dire à redevenir impuissant, ou bien si sa dynamique populaire se poursuivra en élargissant les revendications et la solidarité entre tous les travailleurs et leurs familles.

C'est dans cet esprit d'auto-organisation et de solidarité que nous nous inscrirons dans la journée du 17 novembre. Une première réunion publique de bilan du mouvement et ses suites sera organisée, nous vous en tiendrons informés dès que possible.

CNT-AIT Toulouse, Assemblée du 14/11/2018.

LE 16 NOVEMBRE

La direction du réseau de bus de Rouen en Seine-Maritime demande, dans une note interne, aux chauffeurs qui affichent un gilet jaune derrière le pare-brise de leur bus, de le retirer, révèle France Bleu Normandie mercredi 14 novembre.

« *Notre entreprise ne souhaite pas afficher de position sur cette mobilisation du 17 novembre* », a expliqué une porte-parole du réseau Astuce, filiale du groupe Transdev. Selon un avocat spécialiste du droit du travail, il y a « *un principe général de neutralité politique, religieuse, philosophique. Un salarié n'a pas à afficher ses convictions dans l'exercice de ses fonctions* ».

Un chauffeur qui affiche un gilet jaune affirme qu'il s'agit d'une initiative spontanée. « *C'est l'expression d'un ras-le-bol. Je suis aussi père de famille et je vois le prix de la vie qui augmente, c'est pas que le carburant. Et donc il faut être solidaire, se battre tous ensemble, et c'est ce que je fais en affichant ce gilet sur le pare-brise* », a-t-il expliqué à France Bleu. Il assure ne pas craindre de sanction, et dit que le cas échéant, « *les syndicats seraient là* » pour les défendre.

Il faut également ajouter que s'est effectué cette semaine, un gros travail d'intimidation de la part des préfetures (convocations de personnes identifiées, menaces de sanctions, discours sur les « casseurs ») et, il faut noter qu'un article idiot de Paris Lutte Infos a bien servi. Certaines, rumeurs visant à faire croire que les « blacks blocs » allaient attaquer les « gilets jaunes » à coup de cocktails Molotov...

À l'heure où il est important d'être le plus clair possible sur des postions de solidarité de classe avec des travailleurs et leurs familles, déjà en butte à une répression insidieuse et mesquine, qui cherchent à s'organiser librement contre l'injustice sociale que subissent les couches défavorisées de la population comme les retraités et les chômeurs, « Paris Lutte », l'organe numérique du post-modernisme parisien en cagoule produit deux textes : Le premier texte que tu cites Jeremie aide l'État à faire peur et le second, un vieux truc sur le « poujadisme » sert carrément la soupe à macron qui a craché cet adjectif lors de son intervention de mercredi, en faisant sa leçon d'écologisme sur un porte-avions...

[Article dont fait mention le texte précédent]

Tou.te.s dans la rue le 17 contre l'augmentation du prix du cocktail molotov !

Mobilisons-nous massivement contre cette conséquence de l'augmentation du prix de l'essence traitreusement passée sous silence par les médias bourgeois ! K-ways noirs & gilets jaunes uni.e.s !

Nan en vrai ça ferait mal que la plus grosse action de l'année vienne d'une initiative aussi nulle politiquement qui a déjà rallié tout le landerneau des rayeurs de parquets, de la tante de la maréchale à l'hologramme. Et ç'aurait été bien que tous ces gens se bougent contre la loi travail, le retour de la loi travail, la découpe du secondaire, Parcoursup et la loi ORE, la réforme de la SNCF, la loi « Asile-immigration », la loi ELAN, etc.

Bientôt ce sera la santé, la sécu et les retraites. Là encore iels auront piscine ?

Cela dit que l'Insurrection soit initiée par une manif pleine de poujadistes en bagnole et de flics d'alliance en civil me paraît hautement improbable malgré le battage médiatique hallucinant [1].

Du coup pour profiter un peu du dérèglement climatique en attendant l'hiver nucléaire ce serait probablement mieux d'aller plutôt à des manif pour des causes plus justes/solidaires/nobles/pressantes/politiques ?

Et surtout de multiplier les actions, manif, émeutes, ZADs, partout et tout le temps, même s'il faut y aller à pied !

Notes

[1] La presse aux mains des milliardaires essaierait-elle de se racheter une vertu ? On a rarement vu un mouvement « social » encore inexistant aussi bien couvert.

Publié le 15 novembre 2018 sur Paris Lutte Infos.

EN DIRECT D'UN BARRAGE À TOULOUSE, LE 17 NOVEMBRE

Nous sommes plusieurs centaines de « gilets jaunes » à bloquer l'accès d'une grande surface, par ici de nombreux supermarchés sont fermés ; grande détermination des manifestants, le pouvoir semble avoir envoyé ses provocateurs pour nous intimider. Plusieurs de ces nervis ont essayé de nous attaquer et l'un deux a même sorti un cutter pour menacer la foule ... Partout, les revendications qui se font entendre évoquent l'injustice sociale. On appelle déjà de reconduire le mouvement.

Plus que jamais solidarité !

LE 20 NOVEMBRE

Les lycées Arago de Perpignan et Rosa-Luxembourg de Canet-en-Roussillon sont bloqués par les jeunes étudiants. Les lycéens perpignanais ont bloqué le boulevard des Pyrénées.

Aux cris de « *Macron t'es foutu le peuple est dans la rue* », des centaines de lycéens, dont certains portant des gilets jaunes, ont également tenté de faire débrayer d'autres établissements avant l'intervention de la police vers 9 heures avec des grenades lacrymogènes pour les disperser. Mais ce n'est pas fini depuis lundi des lycéens participaient à des blocages dans Perpignan et alentour. Ainsi c'est pour « soutenir leurs parents », et pour « s'assurer un avenir meilleur », qu'un groupe de lycéens Gilets jaunes de Perpignan a décidé ce mardi d'organiser une manifestation dès midi au pied du Castillet...

10 heures Salon-de-Provence des centaines de lycéens manifestent devant l'établissement Adam de Craponne pour soutenir les gilets jaunes.

LE 27 NOVEMBRE

Le 24 Novembre, un groupe de cheminots parisiens ont rejoint les gilets jaunes sur les Champs Élysées. Ils les rejoindront de nouveau le 1er Décembre. Comme eux, dans d'autres villes des groupes de travailleurs s'organisent pour amplifier ce mouvement de colère sociale.



Le 17 novembre - Samedi après-midi, 200 manifestants ont investi à pied la rocade de Toulouse à hauteur de Balma / © Christine Ravier/France 3 Occitanie

TOUS ENSEMBLE ! LA GREVE C'EST MAINTENANT !

Depuis le 17 Novembre, toute la semaine des groupes de gilets jaunes se sont auto-organisés sur tout le territoire ; ces groupes ont bloqués des dépôts de la grande distribution, des raffineries, ont levé les barrières de péage, imposé la gratuité sur des parkings, le chiffre d'affaires des hypermarchés a été réduit de 40 à 50%. Ce bilan du mouvement du 17 Novembre confirme qu'il s'agit bien d'un mouvement auto-organisé massif et déterminé contre la vie chère et contre Macron, dont la personne symbolise l'arrogance du capitalisme.

Comme pour bien leur donner raison ce 18 novembre ont eu lieu des élections législatives partielles dans l'Essonne, le résultat qui est de 82% d'abstention résonne comme un écho au chiffre de 72 % de soutien aux gilets jaunes dans la population. Puis le 19 Novembre, les ouvriers de Renault apprenaient que leur PDG, Carlos Ghon l'homme qui gagnait officiellement plus de 40.000€ par jour, était mis en examen pour fraude fiscale sur 35 millions d'euros et soupçonné de détournement de fonds.

Devant une telle situation l'État a continué d'une part sa propagande mensongère contre les gilets jaunes, il a essayé de faire partager à l'ensemble de la population son mépris des travailleurs, des chômeurs, des précaires et des retraités qui sont sur les barrages, et de l'autre, il a entamé la répression policière et pénale avec de peines de prison ferme pour de simples faits d'entraves à la circulation.

Malgré tout le mouvement enclenché le 17 Novembre met en difficulté le pouvoir, il ne manque que peu de choses pour qu'il cède vraiment du terrain devant les revendications des salariés contre la vie chère et contre des conditions de travail précaires et pénibles, encore faut-il se mettre en lutte plus largement sur notre lieu de travail et d'une façon ou d'une autre mettre en œuvre ce qui a fait notre force, la lutte sans chefs, ni intermédiaires dans l'entraide et la solidarité.

CNT-AIT - *Union locale de Toulouse, Assemblée du 21/11/2018*

Une discussion - ouverte à tous - autour de ces événements est organisée, ce dimanche 25 Novembre à 18 heures dans notre local au 7, Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse.



LES GILETS JAUNES

Pendant tout le dix-neuvième siècle et la plus grande partie du vingtième, la question sociale, c'est à dire la manière dont sont réparties les richesses produites par la communauté entre les diverses couches de la population a été la question politique essentielle dans les sociétés occidentales. Des millions de personnes ont pris les armes, fait des révolutions, renversé des gouvernements, pour obtenir plus d'égalité économique, une répartition plus juste de la richesse entre tous, pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme. Ces mouvements ont inspiré de par le monde des philosophes, des écrivains, des chanteurs, des artistes enrichissant largement la culture populaire.

Depuis quelques décennies, penseurs post-modernes mettent, en avant d'autres problématiques telles que celles du genre, de la race, de l'identité, de la religion... pour expliquer l'évolution historique des sociétés. Pour eux, la question centrale n'est plus celle de la lutte des classes mais celles de la lutte des sexes, des races, des genres, des cultures etc.

Ces conceptions très à la mode dans certains milieux intellectuels sont largement diffusées par les médias et le soutien aux luttes de tous les groupes sociaux discriminés est devenu l'objectif principal sinon unique de nombre d'organisations et de militants progressistes.

C'est un fait incontestable, que dans le même temps, les détenteurs du capital et les états ont accentué leur pression sur les classes pauvres, en baissant leur pouvoir d'achat, en rognant leurs droits, en remettant en question des avantages acquis de haute lutte par les générations précédentes.

Avec comme prétexte des arguments calamiteux (mondialisation, communauté européenne monnaie unique...) les capitalistes restructurent l'économie à leur plus grand profit et le mouvement ouvrier semble bien léthargique face à ces agressions.

C'est presque sans réaction que les classes pauvres assistent à la baisse de leur niveau de vie, à la restriction de leurs libertés, à la perte de leurs droits. Le chômage, la misère, le mal être affectent des proportions de plus en plus importantes de la population.

Les organisations aux syndicales dites représentatives normalement en charge de la défense des intérêts des classes travailleuses se révèlent impuissantes face aux

offensives des patrons et de l'état. Ces vénérables institutions, largement financées par l'état limitent leurs ambitions à l'organisation de journées d'action ou de manifestations, toutes formes de contestations débouchant toujours sur des négociations « entre partenaires responsables ».

Leur fonction réelle apparaît ainsi clairement aux yeux de tous : masquer les antagonismes de classe et gérer les inévitables conflits de façon à ce que l'économie fonctionne au mieux en proposant des voies de garage aux révoltés, laissés pour compte de la société capitaliste.

Cette répartition des rôles entre partenaires responsables (à l'état les fonctions régaliennes, patrons l'économie, aux les syndicats la gestion du social) a permis pour le plus grand profit des classes privilégiées d'éviter jusqu'à présent les révoltes populaires du type de juin 1936, mai 1968...

Mais l'arrogance des puissants ne connaît pas de bornes, et c'est parce qu'ils ont voulu faire payer aux classes pauvres la lutte nécessaire contre le réchauffement climatique (réchauffement qui n'est que l'une des catastrophiques conséquences de la logique économique capitaliste et de la marchandisation du monde) en augmentant les taxes sur les carburants, qu'ils ont déclenché un mouvement de révolte populaire qui choisit un gilet jaune comme symbole dérisoire.

L'histoire nous montre que l'élément déclencheur des révolutions est souvent presque insignifiant et c'est presque rien, juste une petite taxe supplémentaire sur les carburants qui a déclenché la tempête sociale.

Pour que les classes dominées consentent sans rechigner à obéir, pour qu'elles acceptent une organisation de la société fondamentalement injuste et si manifestement contraire à leurs intérêts, il faut qu'elles soient aveugles et sourdes et les États au service des classes dominantes, pour les maintenir dans cet état amorphe ne lésinent pas sur les moyens.

Mais lorsque les écarts de richesses deviennent phénoménaux, lorsque une majorité de ménages a le sentiment de s'appauvrir, quand la misère se généralise alors qu'une minuscule minorité de très riches confisque une part croissante de la richesse du pays et s'exhibe avec outrecuidance aux yeux de tous, quand l'état par toutes ces mesures favorise manifestement ces très riches, qu'il montre son incapacité à résoudre les crises écologiques provoquées par le mode de développement qu'a génère, alors les dominés sortent de leur léthargie, enfilent un gilet jaune pour manifester leur refus de tout ce à quoi ils consentaient jusqu'alors et leur volonté d'un autre futur.

Eux qui écoutaient en silence les discours des hommes politiques en place se mettent à discuter, à échanger, à confronter leurs idées. Chaque rond point devient un forum permanent et si chacun vient avec ses idées, ses espoirs, ses conceptions différentes de celles du voisin, tous partagent le refus du système politique en place, tous aspirent à une véritable démocratie et donc refusent d'élire des représentants car ils savent qu'ils deviendraient des notables manipulés par les gouvernants, tous aspirent à plus d'égalité et haïssent les privilégiés qui accaparent les richesses, ils dénoncent l'hypocrisie du gouvernement qui prétend défendre la nature et fait la promotion à outrance de la croissance économique, qui tout en affirmant défendre la justice sociale taxe les pauvres et supprime l'impôt sur la fortune, qui s'affiche au niveau international pacifiste et vend des armes à des pays en guerre, défenseur des droits de l'homme et soutien de fait des pires dictatures...

Et c'est bien de ces contradictions inhérentes au système capitaliste que discutent les gilets jaunes, et ce faisant ils découvrent qu'ils partagent tous le même sort, les mêmes difficultés à boucler les fins de mois, les mêmes aspirations. Alors que le système maintenait chacun d'entre eux isolé dans un face à face solitaire avec la marchandise, ils prennent conscience qu'ils appartiennent tous à une classe sociale exploitée et découvrent le plaisir cl' échanger entre égaux, de décider ensemble, d'agir ensemble. La plupart de ceux qui viennent sur les ronds points n' avaient jamais auparavant participé à aucune manifestation, à aucune discussion publique.

Ce mouvement des gilets jaunes est donc pour eux une sorte d'initiation : ils redécouvrent les vertus de la solidarité et de l'action directe ; alors, qu'isolés ils étaient obligés de baisser les yeux devant le moindre représentant de l'autorité, unis et solidaires, ils découvrent qu'ils constituent une force redoutable capable d'effrayer les gouvernants.

A travers les gilets jaunes, c'est le peuple tout entier qui montre ses aspirations profondes, en soutenant le mouvement, en klaxonnant, en arborant un gilet jaune dans la voiture, en apportant des provisions sur les rassemblements... la solidarité de la population est impressionnante. Tous les laissés pour compte de la société, tous ceux qui s'estiment lésés, tous ceux qui aspirent à plus d'égalité enfilent un gilet jaune, et sur les ronds point se retrouvent des gens très divers qui s'expriment en toute franchise sans retenue aucune : la parole populaire se libère et apparaît dans toute sa diversité. Bien sur il y a des gilets j aunes racistes, nationalistes, xénophobes mais il y en a infiniment plus qui sont de bonne compagnie et lorsque on s'oppose au discours des premiers, il y a toujours des personnes qui nous ap-

prouvent.

L'extrême droite évidemment cherche à faire passer son message de haine (les gilets jaunes constituent un public de choix) mais c'est la responsabilité des militants progressistes de s'y opposer, de faire entendre un discours émancipateur, de parler de solidarité, d'égalité, d'évoquer les expériences révolutionnaires du passé, enfin de faire œuvre de militant.

La majorité des gilets jaunes, ne savent rien de ces sujets et ne demandent pas mieux que d'en discuter. Ça les change des matchs de foot et des séries téléés ! On ne peut que regretter que par aveuglement, nombre de libertaires soient restés spectateurs. Sept semaines déjà que le mouvement a débuté et il continue faisant preuve d'une inventivité et d'une résilience extraordinaire.

Aidons-le à s'épanouir !



A Montauban, le 25/11/2018.

COMMENT FAIRE GREVE SANS LES SYNDICATS ?

Dans le secteur privé, le droit de grève est un droit reconnu à tout salarié dans l'entreprise. Il n'est pas nécessaire que la majorité des salariés ou tous les salariés de l'entreprise y participent. C'est un droit individuel mais qui s'exerce collectivement. Par conséquent, un salarié peut faire grève mais il ne peut pas le faire seul (sauf s'il accompagne un appel à la grève lancé au niveau national, ou s'il est le seul salarié de l'entreprise), il faut donc être au moins deux.

La grève est définie comme étant la cessation collective et concertée du travail en vue d'appuyer des revendications professionnelles. Pour être valable, elle doit réunir les 3 conditions suivantes :

- Un arrêt total du travail, mais il n'existe aucune durée minimum ni maximum et elle peut être répétée.
- Une concertation des salariés, donc une volonté collective, ainsi l'appel d'un syndicat à faire grève n'est pas nécessaire.
- Des revendications professionnelles (revendications salariales, portant sur les conditions de travail ou la défense de l'emploi par exemple)

Un mouvement de grève peut être déclenché à tout moment. Les salariés qui veulent utiliser leur droit de grève n'ont pas à respecter de préavis. Elle est licite même si elle n'a pas été précédée d'un avertissement ou d'une tentative de conciliation avec l'employeur. L'employeur doit cependant connaître les revendications professionnelles des salariés au moment de son déclenchement. Les salariés ne sont pas tenus d'attendre le refus de leur employeur de satisfaire à leurs revendications pour entamer la grève. Le salarié gréviste n'est pas tenu d'informer son employeur de son intention d'exercer son droit de grève.

Aucun salarié ne peut être sanctionné, ni faire l'objet d'une discrimination (par exemple en matière d'augmentation de salaire) pour avoir fait grève. Tout licenciement motivé sur ce fondement est nul.

Textes de référence : Code du travail , articles L1132-1 à L1132-4, article L2511-1 et articles R3243-1 à R3243-9



DE LA RÉVOLTE POPULAIRE À LA RÉVOLUTION SOCIALE ?

France 2018, quatre décennies de recul de la classe ouvrière, des travailleurs toujours plus pauvres de leurs familles toujours plus méprisées. France novembre 2018, la question sociale était donc la grande oubliée. Elle était remplacée par des débats sociétaux menés pas les couches privilégiées, hors de tout souci matériel celles-ci pouvaient se flatter à bon compte de progressisme. Ce progressisme accoucha de Macron. Aux injonctions sociétales, alimentaires, comportementales, mais surtout à l'avidité du grand patronat.

Pendant 18 mois des lois, des « réformes », et un nombre inqualifiable de règles et de normes furent pondues dans bien plus de sens que les revendications des gilets jaunes, sans que notre bonne bourgeoisie médiatique ne trouve rien à redire à ce catalogue de « réformes ».

On a tous pu constater la sincérité d'un tel progressisme dans la façon dont la police a traité les lycéens de Mantes-la-Jolie au moment où le parlement « En Marche » interdisait la fessée. On a tous pu constater ce que valait le féminisme du ministre Shiappa définitivement silencieux devant les femmes en gilets jaunes tabassées, mutilées, emprisonnées par des sadiques en uniforme.

En réalité, la bourgeoisie avait construit un scénario qui lui donnait le beau rôle, celui de remplacer l'affrontement classe contre classe par celui du progressisme contre le populisme, du bien contre le mal. Un scénario dans lequel manger du saucisson, regarder une fille dans la rue, rouler en diesel, fumer dans un lieu public ou parler de bas salaires vous rangeait inévitablement dans le camp des populistes, des criminels ou des fascistes.

Rien d'étonnant alors à ce que le mouvement des gilets jaunes ait débuté sous les insultes de la macronie et de ses complices. Le 16 novembre au soir sur France Info, le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez passera dans l'histoire pour l'imbécile ayant dénoncé comme payé par les patrons le plus fort des mouvements sociaux depuis 1968. 17 novembre 2018, changement de paradigme. En imposant de manifester de façon libertaire, où et quand ils veulent sans déposer ni autorisation, ni parcours, ni SO et sans nommer de chefs. En ayant parlé de vie chère, de fric plus que du RIC. D'avoir fait du bruit, d'avoir applaudi fort et gueuler plus encore, quels que soient leurs prénoms, sexe, âge ou handicap. Tous ensemble les gilets jaunes ont déchiré le scénario qui divisait la population pour la mener vers toujours plus de misère.

Le 1er décembre a marqué un autre tournant, par son caractère insurrectionnel cette journée a conduit à un premier rebondissement, ce qu'il est convenu de nommer l'extrême gauche qui quelques jours auparavant calomniait les GJ a dû avaler son chapeau et les rejoindre. Cette évolution confirmait la dynamique que nous avons décrite dans notre premier communiqué du 14/11/2018, nous sommes en présence d'un processus dynamique qui a déjà changé et changera encore.

Dans ces conditions la question qui est dans tous les esprits est de savoir vers où ira cette révolte populaire qui s'est naturellement auto-organisée ?

Pour y répondre, remarquons qu'elle s'est autoorganisée autour d'une référence qui est la Révolution française et cela pour la raison que l'intelligentsia bourgeoise et post-moderne a passé quarante ans à déconstruire la mémoire et la visibilité ouvrière, comme nous l'écrivions en 2014.

Cette perte de la mémoire ouvrière dans un contexte où les chefs syndicaux sont corrompus, où les secteurs stratégiques sont corporatistes (comme on l'a vu pour les routiers) et où l'essentiel des salariés est atomisé et précarisé, rend difficile le succès d'une grève de masse. Mais comme les causes de cette révolte restent les mêmes, et si aucune mesure politique forte destinée à gagner du temps n'est prise, telle une dissolution de l'Assemblée Nationale, il est fort probable que cette révolte se poursuive à court terme, en règle générale toute dynamique de cette nature ne peut se poursuivre qu'en s'amplifiant. Cela peut se produire sous la forme d'une nouvelle journée insurrectionnelle, à l'image justement de celles de la Révolution française, auquel cas elle risque d'être plus forte que celle de premier décembre. Ou bien peut-être comme cela s'est vu ailleurs en Espagne en 2011 prendre la forme de puissantes marches convergentes des six coins de l'hexagone vers la capitale.

Évidemment il peut se produire une combinaison de ces possibles. Ce qui est à peu près certain c'est que le scandale de l'affaire Benalla va confirmer l'idée de faire une cible du palais de l'Élysée avec le risque de renforcer la tendance « putchiste » du mouvement.

Ajoutons que si l'intermède des fêtes d'année a permis au pouvoir d'exercer une forte répression policière et pénale contre ce qu'il considérait être les plus déterminés des gilets jaunes les reculs qu'il a dû entamer, surtout le fait qu'il ait rapidement cédé à des revendications salariales dans la police, ne peut qu'encourager les travailleurs mécontents, surtout dans la fonction publique la justice ou l'enseignement à

rentrer eux aussi en lutte directe sur leurs revendications avec comme conséquence l'affaiblissement momentané des institutions, dans un cadre où le pouvoir en a le plus besoin pour maintenir son ordre.

Cette configuration est donc explosive, elle ne manquera pas d'entraîner de spectaculaires convulsions politiques, qui ne seront que des étapes vers un grand changement social si les questions du contenu idéologique et des moyens d'action sont abordées sérieusement, et surtout sans aucun tabou, par les militants révolutionnaires.

LES GILETS JAUNES, UN MOUVEMENT FASCISTE ET RÉACTIONNAIRE ?

La réponse est clairement non selon une équipe de chercheurs.

«Des chercheurs toulousains ont passé à la moulinette des centaines d'articles et des milliers de posts et commentaires de gilets jaunes sur les réseaux sociaux (...) Leur expression n'est donc pas limitée à un simple ras-le-bol, mais, selon le rapport, leur contestation citoyenne est structurée et argumentée. « Sur les groupes Facebook, l'hyper concentration des richesses, l'affaiblissement des services publics, la précarité et les souffrances qu'ils génèrent sont évoqués. Le président Macron catalyse ces critiques. Il est perçu comme le défenseur de l'extrême minorité des plus fortunés au détriment de l'immense majorité des Français. (...)

Au fil des commentaires et posts, les scientifiques se sont aussi rendu compte « qu'il n'y avait pas un discours raciste », battant en brèche l'idée d'une infiltration des gilets jaunes par les mouvements d'extrême droite.

Sur Twitter, c'est la critique des médias qui prédomine. Pour les « gilets jaunes », les journalistes sont à la solde du gouvernement alors que pour les opposants au mouvement celui-ci a été gonflé par les médias.»



GILETS JAUNES : NOUS SOMMES LE NOUVEAU MONDE !

Un objet socialement non identifié, une contestation non prévue et non anticipée, voilà comment apparaît le mouvement des Gilets Jaunes aux yeux des «élites» bourgeoises. Incompréhensibles autant qu'incompréhensibles, nos douleurs, nos peines, nos désirs et nos joies leur sont étrangères. Ils nous regardent sans nous voir et, depuis tant d'années qu'ils tendent l'oreille et nous épient, ils n'entendent pas monter notre colère. Le mouvement des Gilets Jaunes bouleverse les conventions, il dépasse les lignes et les frontières, quoi qu'il adienne dorénavant, il y a eu un «avant» et il y aura un «après».

Ce n'est pas une crise, c'est mouvement ! Et ce terme de mouvement n'a que rarement été aussi approprié pour qualifier un objet social. Processus en évolution constante, en ébullition plus précisément, il ajoute le paramètre temps à une équation aussi stable qu'injuste. Il la dynamise, la transforme. Il se définit et se redéfinit sans cesse, se découvre lui-même, s'apprend, se renforce continuellement. Immanent, c'est un objet complexe où les parties réinventent le plaisir d'être avec et de construire ensemble ; c'est un dynamique où les parties se réinventent elles-mêmes, avec et pour les autres. Hétéroclite, ceci est un fait, et voici l'un des aspects les plus pertinents de ce mouvement. De cet hétéroclisme naît le globalisme. Nos parcours de vie sont différents, nos histoires singulières mais nous sommes tous confrontés aux mêmes injustices sociales et économiques ainsi qu'au mépris des classes «dirigeantes». Le mouvement des Gilets Jaunes est une reconstitution de la conscience de classe, une affirmation de la possibilité de trouver collectivement dans l'action et la réflexion des solutions aux problèmes posés à l'ensemble.

Les grilles de lecture utilisées par les «élites» sont dépassées et inadaptées pour rendre compte du phénomène qui se déroule. Il n'existe pas de calque issu du passé à poser sur ce que nous vivons. Que cela soit dans leurs analyses ou dans leurs pratiques, ils tentent de nous faire rentrer dans les cases, dans leurs cases.

Malheureusement pour eux, nous avons changé de repères et de référentiels. Les leurs sont euclidiens, les nôtres sont dynamiques, en évolution, relatifs. Que cela soit par peur de l'inconnu ou par calcul afin de préserver leurs privilèges, ils viennent nous polluer avec les scories du passé : racisme, fascisme, communisme, syndicalisme, représentativité, religions...

Or c'est contre ces fantômes d'outre tombe que les Gilets Jaunes se sont levés et ont décidé de prendre leur destin en main. Les Gilets Jaunes sont des absten-

tionnistes, des sceptiques, nous sommes ceux que le système méprise, et nous le méprisons en retour. Nous avons appris à encaisser les coups, mais nous avons aussi appris à les donner.

Aucune théorie ou analyse préexistante ne peut rendre compte de ce que nous sommes, car nous sommes en devenir. Ensemble nous nous émancipons, ensemble nous évoluons. Ne tient qu'à nous de faire table rase du passé et de ses crimes qui ont ensanglanté l'Histoire de l'Humanité. Les élites se proclament progressistes, elles en sont le contraire : réactionnaires, conservatrices et sclérosées, voilà ce que sont ceux qui se targuent de défendre la culture et le progrès.

Il ne tient qu'à nous de réinventer le monde. Nous sommes le monde de demain, nous sommes le monde en devenir.



Le 24 novembre 2018, à Toulouse

5000 manifestants cet après-midi dans le centre-ville de Toulouse, visite à la préfecture, à la mairie et à la gare. 3000 à Montauban. 500 à Muret ...

CNT-AIT (F): ANARCHO-SYNDICALISTS PARTICIPATE IN THE MOBILIZATIONS OF THE YELLOW VESTS

The French anarcho-syndicalists of CNT-AIT (F) (French section of the International Workers Association) in Toulouse participated on November 24 in a day of protest, organized by the movement of «yellow vests», which opposes the increase in fuel prices and the high cost of living in general. The march in Toulouse gathered some 5,000 people who marched through the center of the city, passing through the prefecture, the town hall and the train station.

The comrades also reported demonstrations in other cities in the region: 3,000 people took the streets of Montauban, 500 in Myre, etc.

In total, more than 100 thousand people participated in protest actions throughout France on that day. There were 1,619 acts of protest and in some cases, the authorities resorted to reprisals, with more than 130 people arrested.

About 12,000 protesters took to the streets in Bordeaux, but there were no serious incidents. In addition, almost without incident, the demonstration also took place in Lyon, where traffic on the A6, the main road of France, which connects Paris with Lyon and leads to the south of the country, was interrupted by the demonstrators.

In Paris, protesters tried to penetrate the Champs-Élysées. The police warned in advance that they would not allow the demonstrators there, and the police cordons prevented them from arriving, where the Arc de Triomphe is located. Convinced of the futility of their attempts to reach the Plaza de la Estrella, and seeing the central part of the Champs-Élysées, which led to the presidential palace were blocked, hundreds of demonstrators began to descend the avenue to the Plaza de la Concordia .

The police used tear gas grenades and then impressive sonic grenades. They attacked the protesters with special vehicles with water cannons, with the support of which the riot police began to push the crowd towards the Champs Élysées.

However, the protesters managed to build several barricades during this time, blocking the road. They used the metal elements of the scaffolding, the iron plates of the construction fences and various construction materials. The cobblestones flew to the policemen: part of the sidewalk on the Champs-Élysées was dismant-

led by the builders to place a large bicycle lane.

In the middle of the street, the protesters responded by dragging trucks and construction cranes and set them on fire. Firemen and police officers managed to extinguish part of the fire with great difficulty. The fire had time to spread to the front of one of the cafes, causing considerable damage.

In Paris, the day ended with 42 people arrested and 24 officers injured.

The anarcho-syndicalists welcome the fact that on November 24 in Paris, railway workers joined the protesters in the Champs-Élysées, it was reported that they intend to do so the next day of protest, on December 1. And in other cities of the country, groups of workers self-organize to expand and spread social anger. At the same time, comrades are concerned that the extreme right and the supporters of the «National Movement» (the former «National Front») are trying to infiltrate the protest movement. They wave national flags, distribute nationalist and anti-Semitic pamphlets, shouting slogans against immigrants ...

From 'El Miliciano' 28 November 2018



Soutien international aux Gilets Jaunes ! A Bratislava devant l'ambassade française ! Par Priama akcia - MAP ! Le 5 février 2019.

CHOSSES VUES ...

Place de L'Étoile, Avenue de Friendland, il est 10 heures pour mieux résister, face à la violence policière des gilets jaunes se ravitaillent au camion merguez, un peu plus tard la foule pacifique envahit l'Arc de Triomphe. La bataille politique a été rude un drapeau d'ultra-droite portant une croix celtique est arraché, peu à peu les murs du XVI^e arrondissement de Paris se recouvrent de slogans libertaires. Au même moment sur Haussman des compagnons nous signalent des policiers en civils habillés de gilets jaunes qui s'apprêtent à accomplir nous ne savons quelles sombres manœuvres. Signe indubitable de la puissance de la colère sociale les manifestants ont arraché à mains nues les grilles en fer forgé protégeant les manoirs luxueux qui font angle avec les avenues Foch et Kléber.

A Paris, le premier décembre 2018.

SCIENCES PO TOULOUSE

Communiqué

SOLIDAIRE ET EN LUTTES

Ce jeudi 6 décembre de 12h à 15h s'est tenue la première **Assemblée Générale de Sciences Po Toulouse** de l'année en réaction à la mobilisation nationale actuelle lancée par les gilets jaunes et rejointe par des pans entiers de la société.

Elle a réuni environ **250 personnes**, regroupant étudiants, professeurs et personnels administratifs et techniques (BIATSS).

Ont notamment été votés :

- **Le soutien officiel de l'AG aux gilets jaunes et au mouvement social les ayant rejoints.**

- **L'occupation de l'IEP de Toulouse** en soutien à ces luttes dès demain matin par les étudiants de l'IEP, **reconductible** selon le choix des AG quotidiennes, et donnant lieu à des **activités alternatives** aux cours, annulés jusqu'à nouvel ordre. L'AG tient à ce que l'occupation se passe **dans de bonnes conditions**, notamment en collaboration avec les personnels de sécurité.

La prochaine AG aura donc lieu demain matin à 9h.



RÉSISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Semaines après semaines, mois après mois, le mouvement des Gilets Jaunes continue. Rond-points occupés en semaine, manifestations le samedi et parfois blocages d'entrepôts ou de péages, le mouvement affiche toujours une belle détermination suscitant surprise et interrogations. Qu'est-ce qui motive les Gilets Jaunes, d'où vient leur énergie, que veulent-ils enfin ?

Depuis plusieurs années, un slogan barre la couverture de notre périodique : « Résistance Populaire Autonome ». Ces trois mots pour signifier notre certitude que seule une mobilisation des populations exploitées, s'effectuant en dehors des partis et des syndicats permettrait de faire barrage à la violence destructrice du système capitaliste et que seule l'action autonome des foules populaires pourrait abattre ce système injuste, inégalitaire et suicidaire.

Ce slogan, les gilets jaunes l'ont fait leur : ce qui n'était qu'un cri est devenu un fait social, une réalité. Nos conditions de vie sont devenues trop difficiles, trop de mal à boucler les fins de mois, ras le bol des retraites minables alors qu'on a travaillé toute sa vie, des salaires de misère, de la précarité subie, marre des injustices, des salaires et des primes extravagantes versées à des patrons qui délocalisent et licencient à tour de bras, marre de tous ces escrocs donneurs de leçons qui se pavanent à la télé, des politiciens orgueilleux, aussi méprisants que menteurs et tricheurs, marre de toute cette prétendue élite qui, parce qu'elle a fait des études dans des écoles réservées aux riches, se prétend infaillible et veut faire supporter aux couches les plus pauvres de la population la responsabilité des choix catastrophiques imposés par elle en matière d'environnement, d'économie, de politique.

L'extension de la pauvreté, l'accroissement des inégalités, la pollution des eaux et de l'air, l'artificialisation des sols, la destruction des espaces naturels, l'effondrement de la bio-diversité, le développement des complexes d'armement, la délocalisation des industries, l'épuisement des ressources naturelles, le réchauffement climatique etc... tous ces drames sont la conséquence des choix politiques faits par la classe des possédants et des gouvernants.

Et ces gens, chefs de multinationales ou politiciens, tous si imbus de leurs personnes, ont fait ces choix uniquement pour satisfaire leur insatiable soif de profits et leur volonté de domination. Leur amour du pouvoir et de l'argent est tel qu'ils en deviennent fous et perdent tout sens de la mesure. Leur seule morale est celle du profit : qu'importent les conséquences sociales, sanitaires ou environnementales

d'un projet puisque ça va rapporter.

Et les conséquences de cette logique, de ce système de corruption généralisée, sont là, visibles par tous. Chacun voit bien que l'affrontement des états obsédés par leur désir d'hégémonie et leur volonté de puissance peut à tout moment déclencher une guerre nucléaire qui serait fatale à l'humanité. Qui songerait à nier que les dérèglements climatiques engendrés par l'industrialisation à outrance et la course aux profits constituent une menace mortelle ?

Comment demain nourrir la population qui ne cesse d'augmenter alors que les ressources diminuent ? Dans quel monde vivront les générations à venir ?... Les menaces qui pèsent sur notre planète sont effroyablement nombreuses et les sujets d'inquiétude également. Nous vivons dans un monde très angoissant, l'avenir que nous propose ce système de plus en plus injuste et inégalitaire est sombre et c'est cette perspective que les Gilets Jaunes refusent. Alors comment s'opposer ? Qui pour se défendre ?

A l'évidence les syndicats, les partis politiques, toutes ces institutions dont c'est théoriquement la fonction sont devenus de simples alibis du système. Ils se limitent à faire respecter par les patrons les lois faites pour les patrons. Comment d'ailleurs faire confiance à des organismes qui financièrement dépendent en très grande partie des subsides de l'état et des entreprises ? Gérer les révoltes sociales, les mener dans des impasses est devenu un métier qui s'apprend dans les écoles de commerce. Combien de permanents syndicaux devenus hauts fonctionnaires, ministres ou PDG ?

Et si une multitude de militants syndicaux de base restent honnêtes et se dévouent corps et âme pour défendre les salariés, ils participent à leur corps défendant au maintien du système en place. Et comment faire confiance aux politiciens ? Chacun voit bien que le pouvoir et l'argent transforment les agneaux en lions, l'histoire nous donne tant et tant d'exemples de simples et honnêtes individus qui se prétendaient défenseurs inconditionnels de la veuve et l'orphelin et qui, une fois élus, se révélèrent de véritables requins.

Dans un monde où tout s'achète, où tout est marchandise, les opinions et les consciences s'achètent aussi. Fabricant d'opinion, acheteur de conscience ; n'est-ce pas cela qu'on appelle lobbyiste ? Et si la soupe est trop amère, si la digestion est difficile, les médias sont là pour transformer le plus infâme brouet en met délicieux et monter au pinacle le roi des bateleurs.

Alors, ne faisons confiance qu'à nous-mêmes disent les Gilets Jaunes, agissons-par nous mêmes, redevenons les maîtres de notre vie. Résistons encore, résistons toujours à l'état et aux patrons, discutons entre nous, élaborons ensemble, construisons ensemble.

Résistance populaire autonome : le futur appartient aux Gilets Jaunes.

Nous avons dénoncé depuis le départ la répression féroce et d'une amplitude inconnue depuis la guerre d'Algérie, qui s'est abattue sur les gilets jaunes et les manifestants. En conséquence, demander l'amnistie pour tous et la tenue d'une enquête indépendante sur les responsables de cette répression. Si l'information qui nous parvient ce jour, impliquant le rôle trouble d'un barbouze agissant à la marge de toute légalité, est exacte, cela confirmerait toutes nos observations et remettrait en question la légitimité même de toutes les décisions prises au plus haut niveau par l'appareil répressif tant policier que judiciaire.

Citons la presse : « *Alexandre Benalla a affirmé dimanche, lors d'un entretien à Mediapart, avoir échangé très régulièrement avec Emmanuel Macron, sur des " thématiques diverses " comme les gilets jaunes, depuis sa mise à l'écart l'été dernier. La présidence de la République avait pourtant assuré qu'elle n'entretenait " plus aucun contact " avec lui. " Ça va être très dur de le démentir parce que tous ces échanges sont sur mon téléphone portable " , confie l'ancien collaborateur du président ».*



Un barrage sur le périphérique toulousain, le 17 novembre.

APPEL DES GILETS JAUNES DE COMMERCY A FONCTIONNER SUR LE MODE D'ASSEMBLÉES POPULAIRES

«Depuis près de deux semaines le mouvement des gilets jaunes a mis des centaines de milliers de personnes dans les rues partout en France, souvent pour la première fois. Le prix du carburant a été la goutte de gasoil qui a mis le feu à la plaine. La souffrance, le ras-le-bol, et l'injustice n'ont jamais été aussi répandus. Maintenant, partout dans le pays, des centaines de groupes locaux s'organisent entre eux, avec des manières de faire différentes à chaque fois.

Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations-services, et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des « soupes solidaires » pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région ! C'est à dire quelques personnes qui deviendraient les seuls « interlocuteurs » des pouvoirs publics et résumerait notre diversité.

Mais nous ne voulons pas de « représentants » qui finiraient forcément par parler à notre place !

À quoi bon ? À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le Préfet : ceux ci-font DÉJÀ remonter notre colère et nos revendications. Ils savent DÉJÀ qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent !

Et c'est bien ça qui fait peur au gouvernement ! Car il sait que s'il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste ! Il sait aussi TRÈS BIEN qu'il risque d'intensifier UN MOUVEMENT GÉNÉRALISÉ CONTRE LE SYSTÈME !

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encadrer et nous enterrer ! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer.

Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. C'est sans compter qu'on est bien en train de réfléchir, de s'organiser, de faire évoluer nos actions qui leur foutent tellement la trouille et d'amplifier le mouvement !

Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat ! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où « ceux qui ne sont rien » comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons ! Et ça part de la base !

Si on nomme des « représentants » et des « porte-paroles », ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant « représentants du peuple » qui s'en mettent plein des poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches !

Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée, même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne !

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance.

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une « maison du peuple » comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation ! Et qu'ils se coor-

donnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité !

C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là-haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer ! Et ça leur fait très peur.

Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer.

Non aux représentants et aux porte-paroles autoproclamés ! Reprenons le pouvoir sur nos vies ! Vive les gilets jaunes dans leur diversité !

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE !

Si vous retrouvez dans les bases de cet appel chez vous, dans votre groupe local de gilets jaunes, ou autre, contactez-nous sur giletsjaunescommercy@gmail.com et coordonnons-nous sur la base d'assemblées populaires et égalitaires !»

Le 3 décembre 2018.

L'assemblée générale de 400 gilets jaunes réunis à Toulouse vient de se terminer, elle a décidée de se structurer autour d'idées et, à la quasi unanimité, de ne pas se donner de représentants.

Toulouse, le 9 décembre 2018.

L'Assemblée générale des gilets jaunes s'est tenue hier dimanche 16 décembre à Toulouse, elle comptait 400 participants, si la structuration « pour être plus efficaces » s'est effectuée de façon obscure nous relevons une détermination intacte, à la fois dans la solidarité, comme le twitter le collectif CLASSE les gens sont « unanimes pour dire : Amnistie pour les tous les inculpés du mouvement, des amendes jusqu'aux emprisonnés ! » et dans la lutte directe comme l'exprime cette intervention largement applaudie d'un ouvrier en gilet jaune.

Toulouse, le 17 décembre 2018.

CONTRE LA VIOLENCE DU POUVOIR, AUTO-ORGANISATION ET SOLIDARITÉ

Pour tenter d'étouffer le mouvement des gilets jaunes le pouvoir a donc sorti la grosse artillerie, nous constatons à ce jour.

— D'innombrables violences policières ayant conduit à la mutilation de manifestants, dont de jeunes lycéens tirés au flash-ball. Suite à ces exactions, une personne est décédée à Marseille et une autre est dans le coma à Toulouse. À Paris, le 8 décembre des centaines d'arrestations préventives ont eu lieu. De nombreuses incarcérations arbitraires ont été prononcées contre les gilets jaunes. Le traitement humiliant infligé aux lycéens de Mantes-la-Jolie le 6 décembre est significatif de cette volonté de l'État d'intimider et de réprimer à tout prix le mouvement social.

— L'entrée en scène des appareils syndicaux comme force d'appoint du système afin de canaliser le mouvement vers les habituelles voies de garage et autres trahisons qui profitent au pouvoir.

— Un discours présidentiel théâtral du 9 décembre qui a consisté en un gros mensonge, la soi-disant augmentation du SMIC, et à une micro concession, l'exonération temporaire de la CSG pour les retraites inférieures à 2000 euros mensuels.

— Enfin, comme tout cela n'a pas suffi le petit monde politico-médiatique n'a pas hésité à instrumentaliser les victimes de l'attentat islamiste de Strasbourg pour nous enjoindre de cesser de protester et de manifester.

Malgré cette répression, malgré ces manigances politiciennes, notre détermination est plus forte que jamais parce que nous avons une arme redoutable que nous utilisons au quotidien, l'auto-organisation en particulier dans nos assemblées pour défendre des idées de justice et de liberté, et notre solidarité .

Arrêt des violences policières, arrêt des procédures en cours contre les personnes impliquées dans le mouvement social, libération immédiate des gilets jaunes emprisonnés !

CNT-AIT Union locale de Toulouse, Assemblée du 12/12/2018.

ASSEMBLÉE DES GILETS JAUNES DE LA RÉGION OCCITANIE

Le 9 décembre s'est tenu près de Toulouse la 1re AG des gilets jaunes de la région Occitanie. L'appel laissait entendre une élection probable de représentants du mouvement. C'est donc avec suspicion que nous nous y sommes rendus. Car c'est bien là l'une des forces de cette révolte que d'être insaisissable pour le pouvoir, fluide, liquide. Sans représentant ou leader avec qui dialoguer, corrompre ou acheter, le gouvernement se trouve être totalement désorienté. Il était donc pour nous important pour des raisons de court et long terme, que les GJ conservent l'horizontalité qui leur avait jusqu'alors si bien réussi.

Craignant une tentative de récupération de la part des organisateurs, nous fûmes très rapidement rassurés. L'animateur de cette réunion fit rapidement part de ses préoccupations et explicita ses interrogations : il n'envisageait son rôle que pour permettre aux différents gilets jaunes présent (je dirai à peu près 400 personnes) de s'exprimer librement sur la nécessité ou non d'organiser le mouvement, et ce avec ou sans représentant. Lui même ne désirant en rien être élu comme représentant ou quoi que soit d'autre.

S'en suivit une série d'interventions de nombreux individus, limitées à 2 minutes par personne, exprimant leurs points de vue sur les questions évoquées précédemment. La majeure partie des prises de parole fût d'une qualité remarquable, lucide et tombant sous le bon sens (chose que l'on ne retrouve au demeurant que rarement dans les milieux gauchistes), même dans mes rêves les plus doux je ne puis imaginer que la vox populi put posséder de telles harmonies.

Chacune des déclarations suscitait des interrogations et des questionnements parmi le reste de l'assemblée. Chacun prenait alors progressivement conscience de la réalité et des enjeux. Comme dans tous processus révolutionnaires, l'esprit des individus asphyxié depuis des années semblait trouver un nouveau souffle, un désir et un appétit d'apprendre, de s'ouvrir à des nouveaux horizons. Il est fascinant de voir en l'espace de quelques instants les esprits s'élever et embrasser totalement, sans avoir jamais lu Bakounine ou Emile Pouget, les principes d'horizontalité et d'action directe.

Il est vrai que lors de premières interventions certains des GJ présents avaient exprimé le désir d'avoir des représentants. Suite à ces débats furent organisés deux votes, l'un pour savoir si nous voulions nous organiser, l'autre pour savoir si nous voulions des représentants. A la première question près des deux tiers des indivi-

dus présents répondirent que oui, à la seconde seulement 15 personnes sur les 400 que nous étions souhaitaient encore être représentés. Il a donc été convenu que nous nous organiserions sans chef et ce autour d'un socle de revendications.

Pour reprendre les mots de l'organisateur qui avait conclu, nous pouvons dire que nous avons vécu les prémisses d'une vraie démocratie ! Ce fut un beau moment !



Photo prise à Toulouse cet après-midi. À l'amnistie, à l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires engagées et à la libération immédiate des manifestants, il faudra désormais joindre une enquête indépendante sur l'organisation de la répression inouïe que nous subissons et qui est digne d'un régime autoritaire.

Le 29 décembre 2018

Appel à la grève

Le mouvement de révolte sociale des gilets jaunes continue et s'amplifie. Ces derniers jours, les lycéens sont entrés dans la danse. Logique, il s'agit de leur présent, de leur avenir. Pour certains, l'heure est à la préparation du prochain samedi, en vue d'augmenter le niveau de confrontation avec le pouvoir. Notre principale arme ne se trouve pas à décathlon ou monsieur bricolage, elle est déjà entre nos mains. C'est la grève.

Pourquoi la grève ?

Arrêter la machine : Voyez la société comme une immense machine. Imaginons que certaines des personnes qui font tourner cette machine, effectuent leurs heures de travail, puis s'en vont bloquer d'autres rouages sur leur temps de repos, pendant que l'équipe d'avant qui bloquait par travailler. Que pensez vous de cette tactique ? On dirait l'histoire de Pénélope qui défait toutes les nuits la tapisserie qu'elle tisse la journée en attendant le retour d'Ulysse. On le voit d'ailleurs : l'économie est ralentie, pas bloquée.

Nous libérer du temps : Comment avoir le temps de discuter, débattre, trancher des questions importantes, quand on travaille le jour et bloque la nuit ?

Passer un nouveau cap : Comme en 36, comme en 68, la grève de masse, ça c'est un langage que le gouvernement comprend. Pour l'instant, il est sonné, comme un boxeur qui a pris un mauvais coup. La grève de masse, c'est un uppercut en pleine mâchoire, façon Tyson.

Comment faire grève ?

Parlons grève avec les collègues au boulot : Pas besoin de se creuser la tête pour en trouver, des raisons de faire grève. Heures supp' pas payées, pas de pause, conditions pourries, jamais d'augmentation, promesse de prime qui n'arrive jamais ou dont le montant est une blague ...

Profitions de la force du mouvement : on le voit, ça pète de partout. Faire grève maintenant, c'est participer à un mouvement d'ensemble. Le risque de l'isolement n'existe pas, au contraire : c'est le moment d'agir. Il suffit d'être deux pour lancer une grève : et dans la situation présente, il suffit d'une étincelle pour mettre le feu. Soyez cette étincelle, le mouvement en a besoin. Au lieu de reprendre le taf après la pause, appelez vos collègues à la grève.

Quittons le boulot, sortons voir les autres boîtes pour les motiver à nous rejoindre. Voilà comment a toujours commencé une grève de masse : par l'exemple, et sa propagation. Si ça ressemble à un incendie, c'est normal. Ça marche pareil. De proche en proche, avec les collègues des autres boîtes de la zone, puis partout. Il ne tient qu'à nous de mettre le feu.

Tous et toutes en grève

Infos légales pour rappel : Dans le secteur privé, un mouvement de grève peut être déclenché à tout moment. Les salariés qui veulent utiliser leur droit de grève n'ont pas à respecter de préavis.

Une grève est licite même si elle n'a pas été précédée d'un avertissement ou d'une tentative de conciliation avec l'employeur. L'employeur doit cependant connaître les revendications professionnelles des salariés au moment du déclenchement de la grève. Les salariés ne sont pas tenus d'attendre le refus de leur employeur de satisfaire à leurs revendications pour entamer la grève. Le salarié gréviste n'est pas tenu d'informer son employeur de son intention d'exercer son droit de grève.

La classe en gilet jaune

GILETS JAUNES, IMAGES D'UNE RÉVOLUTION MODERNE [EXTRAITS DU TEXTE]

En hommage à la modernité du mouvement des Gilets jaunes, ce florilège d'images sur le retour de la Révolution sociale.

Fait sans précédent dans l'histoire des luttes révolutionnaires de ces derniers siècles, le mouvement des Gilets jaunes ne suscite, à de fort rares exceptions, aucune solidarité effective de la part du milieu artistique et culturel français. La raison en est simple autant que significative. Ce qui rend ce mouvement profondément moderne, c'est de ramener l'universalisme de la question sociale au premier plan des luttes et de s'opposer directement à l'idéologie postmoderne qui domine depuis plus de vingt ans l'industrie des médias, comme celles du cinéma, de la musique, de la culture ou de l'art.

Au stade actuel de son développement, l'universalisme du mouvement des Gilets jaunes nous enseigne que :

Non, la lutte des genres n'a pas aboli la lutte de classes.

Non, la communauté humaine ne se réduit pas au communautarisme.

Non, il n'existe pas de liberté sans égalité, que cette liberté soit économique, culturelle ou sexuelle.

Non, le capitalisme n'est pas soluble dans la démocratie.

Oui, la de la planète est une question sociale.

Oui, la lutte contre le racisme n'est pas dissociable de la critique de l'obscurantisme religieux.

[...]

Quelque soit l'issue du mouvement des Gilets jaunes une époque a cessé de vieillir. De Libération à BFMTV, les médias pourront continuer à peindre du gris sur du gris, une nouvelle époque s'est ouverte dont personne à ce jour ne peut présager l'issue. Souhaitons, le plus humainement possible, que les principes d'universalisme et de démocratie directe soient capables de combattre victorieusement les risques conjoints que font peser pour la planète la folie capitaliste et les haines solidaires de la peste brune et de l'intégrisme religieux.

Le Spectre de Condorcet

[Disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=ybINbA2LfnM>]

LE 03 JANVIER 2019

Chiffres records de la répression du mouvement des gilets jaunes. Pour le premier mois, du 17 novembre au 17 décembre.

— 219 personnes ont été incarcérées entre le 17 novembre et le 17 décembre, selon les chiffres du ministère de la Justice.

— Les autres peines se comptent par centaines : peines de prison ferme avec aménagement, bracelet électronique ou travaux d'intérêt général, prison avec sursis, interdiction de paraître dans certaines villes également.

— À Paris, 4 500 personnes au total ont été placées en garde à vue, et seuls 825 dossiers ont été classés sans suite.

— Et ça continue à taper, ce jour jeudi 03 janvier un ouvrier de Vesoul a été condamné à quatre mois de prison avec sursis pour avoir crié deux fois « guillotine » en présence d'un député de LREM.

LE 8 JANVIER

Ce midi en parlant de tous ceux qui ont donné pour la cagnotte destinée à payer les frais d'avocats de Christophe Dettinger Marlène Shiappa a osé dire de ces « gens qui décident de financer des violences... (qu') Il serait souhaitable de savoir qui a donné à cette cagnotte parce que je crois que c'est une forme de complicité... » (FranceInfo)

Là, elle a bafoué les droits de la défense et elle a insulté les gens du voyage qui ont participé nombreux à cette cagnotte.

Que cela lui plaise ou non, Cristophe Dettinger a le droit d'être défendu comme tout le monde !

Solidarité avec les gens du voyage ! Liberté pour tous les gilets jaunes !

LE 11 JANVIER

Pour ceux qui se font des illusions, hier, Martinez nous a inventé un truc sur les gilets jaunes ... « La #CGT ne peut pas se rallier à ceux qui demandent la suppression des cotisations sociales »

COMMUNIQUÉ DU 16 JANVIER

Nous apprenons ce jour la possible venue de Monsieur Fly Rider dans la prochaine manifestation toulousaine des Gilets Jaunes, qui selon nos informations se tiendrait le samedi 19 janvier. Nous rappelons que l'assemblée générale toulousaine des Gilets Jaunes a décidé de n'avoir aucun représentant et il n'y a jamais été question que les manifestations soient déclarées ou encadrées d'un service d'ordre. Tous les Gilets Jaunes sont égaux et aucun n'est au-dessus des autres.

Toulouse le 16/01/2019, Assemblée de la CNT-AIT – Toulouse.

GRÈVE ET BLOCAGE À GÉODIS

Depuis le 26 décembre, 90 % des ouvriers sont en grève à Géodis une des plus grandes plateformes logistiques d'Europe. Comme l'explique le site PEM « Il faut dire aussi que ce mois de décembre se prête à la mobilisation. Alors que certains syndicalistes tournent encore autour du gilet jaune — sans trop savoir comment l'enfiler — les ouvriers Géodis se sont tout de suite positionnés en soutien du mouvement. Ils sont activement présents les samedis et leur grève reprend pleinement les thématiques des gilets jaunes. La prime transport par exemple, chez Géodis c'est 4,18 euros par mois pour ceux qui prennent la bagnole ! Les grévistes demandent donc une hausse à 50 euros net, ce qui serait un minimum. Ils entendent aussi toucher la prime que Macron a promise sans la garantir et sont d'ailleurs venus frapper à la porte du patron dès le lendemain de l'allocution présidentielle. Puisque ce n'est pas avec des primes qu'on bouffe correctement tous les mois, les grévistes exigent surtout une hausse de salaire de 200 euros brut pour tous, plus 100 euros pour ceux qui n'ont jamais été augmentés. S'ajoute à ça la demande d'un plan contre la précarité et pour l'évolution professionnelle, pour que la

manutention ne soit plus seulement un job qu'on occupe jusqu'à se casser le dos. »

La direction rusait et temporisait jusqu'à ce 15 janvier 19 heures où des gilets jaunes solidaires ont bloqué les ronds points d'accès aux entrepôts à Bonneuil et au Bourget, ...

Le 18 janvier

APPEL DE LA PREMIÈRE « ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES »

Nous, Gilets Jaunes des ronds-points, des parkings, des places, des assemblées, des manifs, nous sommes réunis ces 26 et 27 janvier 2019 en « Assemblée des assemblées », réunissant une centaine de délégations, répondant à l'appel des Gilets Jaunes de Commercy.

Depuis le 17 novembre, du plus petit village, du monde rural à la plus grande ville, nous nous sommes soulevés contre cette société profondément violente, injuste et insupportable. Nous ne nous laisserons plus faire ! Nous nous révoltons contre la vie chère, la précarité et la misère. Nous voulons, pour nos proches, nos familles et nos enfants, vivre dans la dignité. 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de l'humanité, c'est inacceptable. Partageons la richesse et pas la misère ! Finissons-en avec les inégalités sociales ! Nous exigeons l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous.

C'est pour tous ces droits que nous occupons quotidiennement des ronds-points, que nous organisons des actions, des manifestations et que nous débattons partout. Avec nos gilets jaunes, nous reprenons la parole, nous qui ne l'avons jamais.

Et quelle est la réponse du gouvernement ? La répression, le mépris, le dénigrement. Des morts et des milliers de blessés, l'utilisation massive d'armes par tirs tendus qui mutilent, éborgnent, blessent et traumatisent. Plus de 1 000 personnes ont été arbitrairement condamnées et emprisonnées. Et maintenant la nouvelle loi dite « anti-casseur » vise tout simplement à nous empêcher de manifester. Nous condamnons toutes les violences contre les manifestants qu'elles viennent des forces de l'ordre ou des groupuscules violents. Rien de tout cela ne nous arrêtera !

Manifester est un droit fondamental. Fin de l'impunité pour les forces de l'ordre !
Amnistie pour toutes les victimes de la répression !

Et quelle entourloupe que ce grand débat national qui est en fait une campagne de communication du gouvernement, qui instrumentalise nos volontés de débattre et décider ! La vraie démocratie, nous la pratiquons dans nos assemblées, sur nos ronds-points, elle n'est ni sur les plateaux télé ni dans les pseudos tables rondes organisées par Macron.

Après nous avoir insultés et traités de moins que rien, voilà maintenant qu'il nous présente comme une foule haineuse fascisante et xénophobe. Mais nous, nous sommes tout le contraire : ni racistes, ni sexistes, ni homophobes, nous sommes fiers d'être ensemble avec nos différences pour construire une société solidaire.

Nous sommes forts de la diversité de nos discussions, en ce moment même des centaines d'assemblées élaborent et proposent leurs propres revendications. Elles touchent à la démocratie réelle, à la justice sociale et fiscale, aux conditions de travail, à la justice écologique et climatique, à la fin des discriminations. Parmi les revendications et propositions stratégiques les plus débattues, nous trouvons : l'éradication de la misère sous toutes ses formes, la transformation des institutions (RIC, constituante, fin des privilèges des élus...), la transition écologique (précarité énergétique, pollutions industrielles...), l'égalité et la prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité (personnes en situation de handicap, égalité hommes-femmes, fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outre-mers...).

Nous, Gilets Jaunes, invitons chacun avec ses moyens, à sa mesure, à nous rejoindre. Nous appelons à poursuivre les actes (acte 12 contre les violences policières devant les commissariats, actes 13, 14...), à continuer les occupations des ronds-points et le blocage de l'économie, à construire une grève massive et reconductible à partir du 5 février. Nous appelons à former des comités sur les lieux de travail, d'études et partout ailleurs pour que cette grève puisse être construite à la base par les grévistes eux-mêmes. Prenons nos affaires en main ! Ne restez pas seuls, rejoignez-nous !

Organisons-nous de façon démocratique, autonome et indépendante ! Cette assemblée des assemblées est une étape importante qui nous permet de discuter de nos revendications et de nos moyens d'actions. Fédérons-nous pour transformer la société !

Nous proposons à l'ensemble des Gilets Jaunes de faire circuler cet appel. Si, en tant que groupe gilets jaunes, il vous convient, envoyez votre signature à Commercym (assembleedesassemblees@gmail.com). N'hésitez pas à discuter et formuler des propositions pour les prochaines « Assemblées des assemblées », que nous préparons d'ores et déjà.

Macron Démission ! Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

Appel proposé par l'Assemblée des Assemblées de Commercym.

Il sera ensuite proposé pour adoption dans chacune des assemblées locales.

LE 26 JANVIER

Cet après-midi les CRS se sont donc arraché les BD et les mots croisés des jeunes libertaires. Un des textes signifiait que leur objectif « est d'assurer l'égalité socio-économique par la promotion inconditionnelle de la liberté, en valorisant l'entraide, la solidarité et la démocratie directe ». Voilà en effet de quoi faire frémir M. de Macron et sa cour.

Nos journaux s'arrachent !

Retour de la censure d'État en marge de l'Acte XI des Gilets Jaunes à Toulouse.

Aujourd'hui, samedi 26 janvier, en marge de l'Acte XI des Gilets Jaunes, nous avons subi un contrôle d'identité avec fouille de nos sacs et palpation de sécurité en centre-ville de Toulouse.

Sans objets illégaux quelconques sur nous, la police s'est pourtant autorisée à confisquer plusieurs centaines d'exemplaires de nos écrits militants. Ceci constitue une atteinte caractérisée à la liberté d'expression.

Nous condamnons et nous nous insurgeons contre ce nouvel abus de pouvoir des forces de l'État. Après les violences physiques, maintenant la censure !

GILET JAUNES : VERS UN RÉVEIL DE CONSCIENCE ?

Avec la «crise» des gilets jaunes, nous avons pu constater, à notre plus grande surprise, un réveil du prolétariat. Certes, le chemin reste long à parcourir, mais renaît l'espoir que la classe des exploités prenne conscience de ce qu'elle est, qu'elle reprenne sa vie en main, en commençant par mettre à distance un certain nombre des engengances de la bourgeoisie. Et peut être que là, nous pourrions commencer à rêver...

Si le capitalisme dure, perdure et se fortifie, c'est que le prolétariat mondial ne le détruit pas. La nécessité de s'organiser est évidente, le capitalisme ne peut fonctionner que par l'exploitation de l'homme par l'homme, et par là même maintenir la majorité de l'humanité dans une misérable réalité. Il faut beaucoup, beaucoup de pauvres dans le monde pour faire des riches, des très riches et des ultra riches.

La révolution sociale et libertaire n'est pas immédiate et facile, elle est longue, difficile, retardée, déviée... Il existe plusieurs types de mouvements sociaux de la classe laborieuse : cela va des simples protestations (comme des mouvements de grève ou des manifs de rue, qui s'opposent aux patrons, ou au gouvernement voire parfois aux deux) jusqu'aux mouvements beaucoup plus généraux et souvent plus violents qui globalement, s'attaquent à l'ordre bourgeois. Ces derniers partent de revendications générales légitimes - comme par exemple la révolte des quartiers populaire de 2005 contre les violences policières et les discriminations, ou encore les gilets jaunes sur les conditions de vie- pour arriver à une situation potentielle- ment révolutionnaire.

Pendant la colère des gilets jaunes, les journaux bourgeois n'ont pas hésité à regretter le bon vieux temps où les ouvriers auraient été tous (NDR : tous ?) encartés à la CGT et au PCF. Tout est bon pour la bourgeoisie pour diviser et re-polariser la société en différentes antagonismes : droite contre gauche, antifascistes contre fascistes, libéraux contre anti libéraux, front populiste contre front nationaliste, islamistes contre chrétiens, républicains contre monarchistes, et la liste n'est pas exhaustive.

Ce ne sont que des stratagèmes utilisés par le système pour réorganiser et asseoir la domination bourgeoise sur le prolétariat. La remise en question de la société et du système économique est donc désamorcée.

C'est l'atomisation du prolétariat et sa canalisation dans la société au service d'une lutte d'une fraction contre une autre afin de transformer la colère sociale en colère

sociétale, la colère prolétarienne en négociation à l'intérieur de l'état. La remise en question de toute la société se mue en une vulgaire remise en cause d'une forme particulière de domination.

En effet, la clé de la contre-révolution bourgeoise, est l'atomisation du prolétariat et sa canalisation dans la société au service d'une lutte d'une fraction (bourgeoise) contre une autre fraction (tout aussi bourgeoise) .

Force est de constater que le tour de force de la bourgeoisie est d'avoir réussi à disqualifier toutes formes de contestation prolétarienne. Ils ont tellement bien réussi à nier l'existence du prolétariat au niveau mondial, que les ouvriers et employés eux-mêmes s'imaginent ne pas en faire partie. Au contraire, ils pensent appartenir à la «classe moyenne» -terme douteux qui sent bon l'inter-classisme- et ne conçoivent pas le moins du monde qu'ils sont exploités par l'état et le capital : c'est l'inconscience de classe !

Il existe une escroquerie, qui voudrait faire nous croire qu'un prolétaire est forcément un ouvrier d'usine ou du bâtiment. Beaucoup d'employés, semble-t-il, croient qu'ils ne le sont pas ! Quand il y a une grève dans une usine, les ouvriers y participent mais peu d'employés les rejoignent car ils ne se sentent pas concernés par les revendications. Nous observons le même phénomène avec les chômeurs, les paysans, les auto-entrepreneurs, d'autres se sentiront moins concernés par la question de leur classe parce que Femmes, ou d'autres encore qui ressentent l'oppression raciale, plus déterminante que leur classe. Ce sont exactement toutes ces négations de classe qui consolident cette caricature bourgeoise qui veut qu'un prolétaire soit forcément un ouvrier de l'industrie, de sexe masculin, blanc, hétérosexuel et donc raciste et machiste, bien entendu...

Une autre escroquerie est de faire croire que les écoliers, les étudiants, les lycéens et plus généralement tout un secteur de la société qui ne vend pas encore sa force de travail, s'imaginent flotter entre deux classes sociales, et se pensent moins prolétaires que l'ouvrier qui vit à coté d'eux ou avec eux sous le même toit. Ne nous y trompons pas, tout ce qu'on désigne par culture et éducation est destiné à produire des futurs travailleurs avec une conscience de citoyen, des producteurs avec l'idéologie de «consommateurs». Malheureusement, cette frange de la population se croit mieux éduquée et surtout plus libre que leurs aînés : ils ne se font jamais manipulés eux ! Surtout pas quand on à BAC + 3 et qu'on mange bio ! Le drame est que plus ces gens se croient libres, qu'ils s'imaginent ne plus avoir aucun lien avec la classe ouvrière, plus ils seront soumis et dociles par rapport à leur propre exploitation, comme on leur a inculqué dans les facs et écoles.

De même, il est naïf de croire les discours de la bourgeoisie et de l'état, sur un

ton misérabiliste tiers-mondiste, qu'il existe plus malheureux ailleurs. La misère et l'exploitation des prolétaires à l'autre bout du monde est aussi notre problème. Le système utilise ce type de discours pour liquider toute solidarité au nom de la pauvreté, «et qu'ils sont plus malheureux que nous.» Les ONG, les églises, les états utilisent les procédés comme envoyer de la nourriture ou du fric, à condition que ces prolétaires du bout du monde abandonnent leurs combats légitimes, et que la «démocratie» s'installe, et que se perpétue ce système économique ad vitam æternam.

Le mouvement des gilets jaunes a été révélateur de l'état de déliquescence de la gauche et de l'extrême gauche en France. Au nom de l'antiracisme/antifascisme, nous avons pu lire des anathèmes, anti gilets jaunes, et nous avons pu constater une fois de plus la vraie nature de la sociale-démocratie, du trotskisme, d'un certain féminisme ou bien encore du syndicalisme «officiel et représentatif». Au nom d'une certaine pureté idéologique, ils ont condamné un authentique mouvement populaire, et potentiellement révolutionnaire allant même jusqu'à défendre l'état et la bourgeoisie, en relayant les infos des préfectures (NDR : sur le nombres de manifestants sous évalué !) ou celles des grands médias, qui sont les voix officielles de la bourgeoisie française.

Je suis sûr que si les gilets jaunes avaient été tous des adhérents de la CGT ou de FO ou même encartés dans un grand partie politique de «gôche» (et d'ailleurs, combien y a-t-il de racistes et d'antisémites dans ces syndicats et partis ?), nous n'aurions certainement pas eu droit à toutes ces accusations plus ou moins crapuleuses contre ces prolétaires.

Accusation crapuleuses car, après plus de 6 mois de gilets jaunes, on ne peut pas dire que les fascistes et les antisémites aient réussi à gangrener le mouvement. Au contraire ils se sont fait jeter de quasiment partout preuve qu'il faut faire confiance à l'intelligence collective des prolétaires. C'est ce que Proudhon appelait «la capacité politique des classes ouvrières».

Si ces braves gens de gôche qui rêvent de révolution, mais de révolution pure idéologiquement (et avec des gens comme il faut, poli et bien élevé...) et sans se coltiner avec la réalité, alors ces gens-là n'ont rien compris à ce qu'est une révolution.

DÈS LE 4, 5, 6 FÉVRIER ... TOUS EN GRÈVE, TOUS DEBOUT !

Après douze semaines de lutte, de blocages, de manifestations, de grèves partielles, d'actions de solidarité, la dynamique populaire des gilets jaunes a permis une large prise de conscience et au cœur de toutes ces réflexions a surgi une forte revendication de justice sociale.

Cette aspiration légitime a jusqu'ici pu être réprimée par l'État, qui, avec ses mensonges médiatiques et ses forces de répression, nous renvoie toujours au même monde : celui d'un capitalisme arrogant et de ses laquais politiques, un vieux monde qui, pour perpétuer les inégalités et les injustices du capitalisme, s'attaque à notre Liberté.

Parce que le mouvement des gilets jaunes regroupe tous les opprimés qui luttent contre l'injustice sociale, nous soutenons l'appel à la grève générale reconductible du 5 février.

C'est un moment qui sera riche de potentiel. Salariés, artisans, travailleurs de toutes catégories, jeunes et retraités, ceux qui sont écrasés par le joug du grand patronat et de la finance et ceux qui ont vécu l'expérience des LBD40 et des gaz, ceux qui ont vu leur collègue surendetté, licencié, suicidé, leur entreprise restructurée, délocalisée, leur exploitation en faillite, ceux qui ont vu leur copain de manif tabassé, matraqué, emprisonné ou mutilé, tous seront ensemble.

Tous savent instinctivement que ce qui va se passer dans ces journées sera un tournant, ce sera un coup d'arrêt à toute cette violence sociale et étatique que nous subissons depuis des décennies.

En conséquence, nous appelons à la mobilisation dès le lundi 4 février, de façon pacifique et partout où c'est possible, sous le signe de ralliement du gilet jaune, et à entamer des assemblées dans les entreprises, dans les lycées, les universités, à former des délégations massives de boîte en boîte, à reprendre les ronds-points, à informer le plus largement possible la population.

A partir du 5 février, pour la justice pour la liberté, pour nos enfants, parce que nous voulons vivre debout, tous ensemble, tous en grève, tous dans la rue.

L'assemblée de la CNT-AIT – Toulouse, le 30/01/2019



LE 5 FEVRIER 2019

Ce 5 février l'action a commencé dans la nuit, marché de Rungis, ronds points repris comme sur Albi, barrages filtrants. À Toulouse l'entrée nord est complètement bloquée depuis 6 heures du matin occasionnant d'importants bouchons sur la rocade...

LE 10 FEVRIER

12 000 manifestants hier, à Toulouse, dans la soirée des personnes isolées sont prises à partie par les forces de répression, ci-dessous vers 19 h 30 sur les boulevards une femme est percutée par les « voltigeurs ».

APPEL DES GILETS JAUNES DE COMMERCY À DES ASSEMBLÉES POPULAIRES PARTOUT

REFUSONS LA RÉCUPÉRATION ! VIVE LA DÉMOCRATIE DIRECTE ! PAS BESOIN DE « REPRÉSENTANTS » RÉGIONAUX !

Depuis près de deux semaines le mouvement des gilets jaunes a mis des centaines de milliers de personnes dans les rues partout en France, souvent pour la première fois. Le prix du carburant a été la goutte de gasoil qui a mis le feu à la plaine. La souffrance, le ras-le-bol, et l'injustice n'ont jamais été aussi répandus. Maintenant, partout dans le pays, des centaines de groupes locaux s'organisent entre eux, avec des manières de faire différentes à chaque fois.

Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations services, et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des « soupes solidaires » pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région ! C'est à dire quelques personnes qui deviendraient les seuls « interlocuteurs » des pouvoirs publics et résumerait notre diversité.

Mais nous ne voulons pas de « représentants » qui finiraient forcément par parler à notre place !

À quoi bon ? À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le Préfet : ceux ci-ont DÉJÀ remonter notre colère et nos revendications. Ils savent DÉJÀ qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent !

Et c'est bien ça qui fait peur au gouvernement ! Car il sait que si il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste ! Il sait aussi TRÈS BIEN qu'il risque d'intensifier UN MOUVEMENT GÉNÉRALISÉ CONTRE LE SYSTÈME !

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encadrer et nous enterrer ! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer.

Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. C'est sans compter qu'on est bien en train de réfléchir, de s'organiser, de faire évoluer nos actions qui leur foutent tellement la trouille et d'amplifier le mouvement !

Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat ! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où « ceux qui ne sont rien » comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons ! Et ça part de la base !

Si on nomme des « représentants » et des « porte-paroles », ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant « représentants du peuple » qui s'en mettent plein des poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches !

Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée, même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne !

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance.

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une « maison du peuple » comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation ! Et qu'ils se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité !

C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer ! Et ça leur fait très peur.

Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer.

Non aux représentants et aux porte-paroles autoproclamés ! Reprenons le pouvoir sur nos vies ! Vive les gilets jaunes dans leur diversité !

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE !

Si vous vous retrouvez dans les bases de cet appel chez vous, dans votre groupe local de gilets jaunes, ou autre, contactez-nous sur giletsjaunescommercy@gmail.com et coordonnons-nous sur la base d'assemblées populaires et égalitaires !

PINGRES ET MÉCHANTS

On ne peut pas satisfaire tout le monde, voilà ce que sera la conclusion du « grand débat ».

C'est vrai, on ne peut à la fois satisfaire l'avidité des capitalistes et les besoins des travailleurs. Il y a une dizaine d'années de cela, Warren Buffet ce milliardaire américain qui sait que la guerre de classe existe ! l'avait bien dit : pour lui, ce sont ceux de sa classe qui ont gagné cette guerre. Ils se sont enrichis en écrasant les populations sous leurs profits, leurs privilèges et leurs pollutions. La famille Grimaldi ne dira pas le contraire car les grandes messes pro-climat n'ont pas empêché le moins du monde que l'un de ses bateaux:le « Grande America », ne défèque dans l'océan. Sur ce sujet, nous savons seulement que sur les 365 conteneurs coulés avec le navire, 45contenaient des matières dangereuses dont 100 tonnes d'acide chlorhydrique et 70 d'acide sulfurique. Pour les saloperies transportées dans les 320 autres conteneurs restants (entre autres pour la probabilité de la présence de sources radioactives) prière d'écrire au Prince de Monaco...

Quant à connaître le prix de tels dégâts, constatons que les médias sont bien moins bavards que lorsqu'il s'agit d'incriminer les coûts des dernières manifestations des Gilets Jaunes. Alors soyons sérieux, si l'on n'indique pas à qui profite ce genre de crime contre la planète,alors marcher pour le climat ne signifie rien, pas plus que de parler doctement de croissance ou de décroissance si l' on ne précise pas qui profite de la croissance et qui en est exclu.

D'abord parce que ce n'est pas avec un petit millier d'euros mensuels qu'on lutte pour le climat, et ensuite parce que nos efforts personnels n'y contribueraient que de façon infinitésimale, le réchauffement climatique n'est jamais que la résultante du mode de production capitaliste précisément celui que subissent les populations et dont profitent les Buffet, Grimaldi et autres magnats.

Alors, cessons ces exercices de contrition écologique tout juste bons à faire frémir une classe de CM2 et passons au vif du sujet avec ce que les médias nomment « la crise des Gilets Jaunes ». Il s'agit là d'un euphémisme qui désigne en réalité un épisode historique produit par cet antagonisme social qui s'est accentué au cours de ces 40 dernières années. Cette sous-évaluation est celle d'une bourgeoisie ivre de ses succès, telle un Castaner en goguette, oubliant qu'arrivé à un certain niveau d'injustices sociales, un pays ne peut plus fonctionner normalement et qu'à partir de ce moment-là, tout peut arriver. Eh bien, disons que le mouvement des Gilets

Jaunes a très clairement tracé cette limite au-delà de laquelle cette bourgeoisie ne pourra pas sans risques attaquer les travailleurs et c'est en quoi il marquera l'histoire de ce pays.

Observons maintenant que face à la détermination de ce mouvement de plus en plus conscientisé, le Pouvoir dont le but est de protéger ces système a manœuvré au gré des samedis de mobilisation. Pensait-il que celle-ci était forte, il reculait en cédant quelques miettes, en achetant les consciences à coups de primes pour les uns et d'augmentation pour les autres ; pensait-il qu'il fallait attendre la fin de « l'essoufflement »,il temporisait à coup de logorrhées macronesques ; pensait-il que c'était fini, il partait au ski le 16 Mars et remettait sur la table l'attaque contre les retraites.

Ce comportement, digne de celui d'Harpagon et de sa bourse à élastique, qui s'est accompagné d'une répression féroce, nous permet de dessiner les contours psychologiques de cette bourgeoisie au pouvoir. Ce sont ceux de la pingrerie, aggravée de cette complication que la seule perspective de perdre un sou lui ferait tuer père et mère. Avec ce genre de profil, pingre et méchant, il est inutile d'espérer une remission sincère, car ces malades ils l'ont dit et redit ne trouvent leur jouissance ultime que lorsqu'au bout d'un discours catastrophiste à souhait, ils en arrivent à éjaculer leur leitmotiv : « nous faire payer ». Peut-être que l'issue de cette bataille comme ce fût le cas pour toutes les autres de même nature sera impitoyable si les travailleurs en sortent vaincus mais c'est par leur masse et leur esprit à la fois généreux et combatif qu'ils pourront vaincre, vivre mieux et sauver la planète.

C'est pourquoi la solidarité de classe avec les Gilets Jaunes doit être plus que jamais à l'ordre du jour.



MACRON ON S'EN FOUT ON NE VEUT PLUS DE PRÉSIDENT DU TOUT

« Macron, on s'en fout, on ne veut plus de président du tout ! » ; c'est ce slogan sans ambiguïté que quelques milliers de gilets jaunes toulousains pleins d'enthousiasme clamaient dans les rues de la ville rose ce samedi de mars.

Pas mal non, pour des gens que médias et intellectuels bien pensants s'accordent à qualifier de racistes, antisémites, violents, casseurs et surtout dépourvus de tout sens politique !

Pas mal pour un mouve« Macron, on s'en fout, on ne veut plus de président du tout ! » ; c'est ce slogan sans ambiguïté que quelques milliers de gilets jaunes toulousains pleins d'enthousiasme clamaient dans les rues de la ville rose ce samedi de mars.

Pas mal non, pour des gens que médias et intellectuels bien pensants s'accordent à qualifier de racistes, antisémites, violents, casseurs et surtout dépourvus de tout sens politique !

Pas mal pour un mouvement qualifié par les mêmes que précédemment de poujadiste parce qu'à ces débuts, en novembre il revendiquait , simplement une baisse des taxes sur les carburants !

Quel chemin parcouru depuis cette époque ! ment qualifié par les mêmes que précédemment de poujadiste parce qu'à ces débuts, en novembre il revendiquait , simplement une baisse des taxes sur les carburants !

Quel chemin parcouru depuis cette époque !

Sur les ronds points, dans les assemblées ou les manifestations, les gilets jaunes échangent, confrontent leurs opinions, partagent leurs idées, leurs rêves, leurs utopies... Ils appréhendent la réalité du monde, découvrent les pièges de la politique, les fourberies des politiciens, la vraie nature des médias . L'expérience les rend circonspects : plus question de faire amis-amis avec la police, plus rien à attendre des syndicats paysans ou des camionneurs.

Quatre mois après le début du mouvement, les gilets jaunes ne comptent plus que sur leurs propres forces. Pour les réduire, l'état pourtant n'a pas lésiné sur les moyens : diffamations et mensonges, violences policières, procès et emprisonnements.

Malgré cela, la détermination des gilets jaunes ne faiblit pas et ils font preuve de

beaucoup de sens politique. Les gilets jaunes ne sont ni politologues, ni historiens et pourtant leur bon sens leur permet d'éviter les pièges tendus par le pouvoir. Pour qu'un mouvement social soit crédible, nous disent les experts de la langue de bois, il faut qu'il se dote très vite de représentants, de porte paroles, d'orateurs vedettes de l'audimat capables de mettre les médias dans leurs poches, il faut qu'il ait une organisation, des structures nécessairement hiérarchiques et même pourquoi pas des permanents. En bref, il faut qu'il soit comme tous les partis politiques, tous les syndicats représentatifs.

De ce modèle, clairement, les gilets jaunes n'en veulent pas. Au diable la structuration du mouvement, chaque groupe est farouchement attaché à son autonomie, chacun possède son mode de fonctionnement, sa liberté d'action. Au diable la représentation monolithique du mouvement : chaque gilet jaune est libre de penser et d'exprimer ce qu'il veut mais sa parole n'engage que lui et il le précise. Quand un groupe de gilets jaunes choisit un représentant, c'est toujours avec un mandat précis et pour un moment très précis, et le mandaté devra rendre compte de la manière dont il a rempli son mandat. C'est ainsi que s'organise l'assemblée des assemblées qui réunit des groupes de gilets jaunes venus de toute la France. Car si les gilets sont les ennemis de toutes les institutions hiérarchisées, ils ne sont pas contre l'organisation à condition qu'elle soit parfaitement horizontale, ils ne sont pas contre l'ordre à condition qu'il soit librement consenti .

Ces réunions inter-groupes, ces assemblées des assemblées qui réunissent des centaines de personnes permettent de dialoguer, de confronter les opinions et de voir l'état de la réflexion de chaque groupe. Pas de leaders chez les gilets jaunes, pas de maîtres à penser mais une foule de gens heureux d'être ensemble, de réfléchir et de lutter ensemble. Patiemment, sans précipitation, insensibles aux sirènes des médias, des partis, du pouvoir, les gilets jaunes construisent leur mouvement.

Ils sont nombreux les partis politiques qui aimeraient pouvoir se réclamer des gilets jaunes lors des prochaines élections, qui aimeraient ainsi pouvoir grappiller des voix. Si la popularité des gilets jaunes donne des sueurs froides aux tenants du pouvoir en place, elle donne aussi des envies à tous les aspirants au pouvoir et en particulier à tous les politiciens qui prétendent représenter au parlement les intérêts des classes populaires. C'est ainsi que depuis quelques semaines, des militants de partis ou de syndicats qui jusqu'alors crachaient sur les gilets jaunes viennent se mêler à leurs cortèges.

Rien d'étonnant également si certains gilets jaunes promus vedettes par la volonté

des médias, manifestent leur désir de goûter eux aussi le moelleux des fauteuils du parlement européen.

Après tout, dans ce monde où les élites pensent que l'intelligence et l'absence de scrupules sont la même chose, la contestation de l'ordre établi peut devenir un des plus surs moyens (à condition de savoir retourner sa veste au bon moment, pour accéder aux ors du pouvoir !).

Les exemples ne manquent pas d'anciens syndicalistes, de militants en pointe dans une lutte ouvrière, lycéenne ou écologique, devenus en remerciements de leurs services députés ou ministres. De dominés, les voilà devenus dominants, souvent les plus retors des ennemis de la classe exploitée. Mais la grande majorité des gilets jaunes reste insensible au chant de ces sirènes ; il y a trop longtemps que cela dure. Refuser de participer à ce jeu de dupes qui a pour nom « élections représentatives » est la seule réponse audible et la seule qui soit digne des gilets jaunes.

POURQUOI ÊTRE GJ QUAND ON EST ANARCHOSYNDICALISTE ?

Depuis le rond-point d'Ausonne Montauban 82 (quelques remarques) :

Pour voir de quoi il retourne, pour dans la durée éprouver le sens de cette mobilisation, pour ne pas, a priori condamner par un jugement péremptoire, cette réaction populaire et non « populiste » ou « poujadiste »... En un mot pour concrétiser la lutte que nous prônons : Solidarité, Emancipation et Autogestion.

Oui par essence tout regroupement humain montre une richesse dans sa composition et sa complexité. Au rond-point on y voit de tout : âge, sexe - la représentation féminine est sans précédent - , parcours personnels et professionnels variés, des grands exclus en passant par les précaires, smicards et couches moyennes, actifs et retraités en grand nombre.

Mais tous sont là, debout et existent ; pour beaucoup, c'est une première inscription dans un mouvement social. Et quelle inscription !!!

Honte aux absents et à ceux qui cassent du sucre et leur plume à, chaque jour, déverser des invectives sur ce mouvement. Peur d'une manipulation de l'extrême droite pour certains. Depuis quand devant ce risque , un militant qui se dit révolutionnaire, prône la posture de la chaise vide pour contrer des manipulations et

des instrumentalisations à caractères fascistes et racistes. Oui ici ou là, elles ont pu exister ou existent encore. Mais ce n'est qu'en les confrontant et en les révélant aux yeux de tous que nous les désamorçons.

Pour l'exemple, en début de mouvement, le fait de donner aux gendarmes des migrants cachés dans une citerne, est révoltant. Se désolidariser en public sur les ronds-points de tels agissements a provoqué discussion et échange sur l'exploitation qui est à l'oeuvre non seulement localement mais planétairement et sur le caractère fasciste de l'acte et de ces auteurs.

Le fait de mettre en évidence l'absence d'espace d'échanges collectifs sur la gestion du mouvement dans un rond-point, comme des assemblées populaires, révèle des comportements douteux quant à la démocratie directe et par là même nous aide à faire avancer la nécessité de ces assemblées populaires pour l'auto organisation du mouvement. Et à délégitimer une appropriation, par certains, du mouvement, de sa stratégies et de ses actions, en empêchant récupération et manipulation. Oui il fallait y aller et dès le 17 novembre. Huit semaines de lutte ont permis des rencontres, la fraternisation, la libération de la parole, de la solidarité. Apprécier chaque jour le soutien de la population jamais mouvement n'a connu un tel ap-pui.

Né en 1953 jamais je n'aurai pensé pouvoir vivre un tel « évènement » qui, montre pour ma part, un tel processus révolutionnaire en marche : « L'histoire » jugera. La lutte continue.

A Montauban le 04.01.19

CONFERENCIA-DEBATE CNT-AIT TOULOUSE

LA LUCHA DE CNT-AIT EN FRANCIA JUNTO CON LOS CHALECOS AMARILLOS (GILETS JAUNES)



SU LUCHA, SUS REIVINDICACIONES...

DIA 16 DE FEBRERO A LAS 19h.
C/ JOAQUÍN COSTA, 34 (Barcelona)

CNT
catalunya

Nous porterons des visions sur le mouvement des Gilets Jaunes en Espagne ce 16 février lors d'une conférence organisée par les compagnons de la CNT Catalunya.

LE 24 MARS 2019

Samedi ACTE XIX des gilets jaunes, à Toulouse plus de 10 000 personnes ont bravé les intimidations du Pouvoir. Preuve que la répression est éminemment politique dès 14 h 50 les cibles de forces répressives furent les banderoles.

Rue de Metz, le cortège pacifique a été attaqué par un peloton de Gardes Mobiles et des BAC pour prendre une banderole, même chose plus tard, la BAC a chargé pour les mêmes raisons sur le Boulevard Carnot.

Il s'agit bien d'actes inadmissibles, qui visent la liberté d'expression et en particulier les revendications sociales exprimées dans le mouvement des gilets jaunes.

Toute notre solidarité va aux victimes de cette répression de plus en plus féroce. À Toulouse la semaine dernière un enfant de 14 ans avait été arbitrairement privé de liberté, hier à Nice le préfet n'a pas hésité à faire charger une quarantaine de policiers armés de pied en cap sur une personne âgée de 74 ans lui occasionnant de graves lésions cérébrales qui l'ont plongé dans le coma. Empêcher la population de s'exprimer, incarcérer nos enfants, frapper nos grands-mères, c'est cela « l'ordre républicain » Macron ?



Le 7 avril 2019 · Acte XXI : "Pas de président du tout". Une revendication hier lors d'une manifestation des gilets jaunes, rue Alsace-Lorraine à Toulouse. Observons que les experts économistes qui nous répètent que deux cotisants pour un retraité ne suffisent pas à l'équilibre des caisses ne nous pas encore expliqué par quel miracle la cotisation de Macron suffit à entretenir le grand train de vie de quatre ex-présidents retraités.

ETAT ET VIOLENCE

Pour en finir avec le mouvement des gilets jaunes, l'état utilise des moyens répressifs totalement disproportionnés et nombreuses sont les personnes scandalisées par cette transgression des règles constitutionnelles protégeant la liberté des citoyens.

Ici, c'est une personne qui est inculpée pour avoir affiché des dessins humoristiques, là c'est un journaliste qu'on empêche d'exercer son métier, ailleurs ce sont des centaines de manifestants qui sont incarcérés, partout, des manifestations pacifiques sont violemment réprimées par la police, les blessés, amputés, éborgnés se comptent par centaines, les amendes pleuvent.

On ne peut qu'être scandalisé par un tel étalage de violences policières : comment pourrait-on les justifier ?

Pourtant, du point de vue de l'état, il n'y a rien d'anormal dans les manières policières, les forces de répression agissent - nous dit le gouvernement - dans le respect de la loi et de son point de vue, ce qui est étonnant, c'est que des gens s'étonnent ! A peu près tout le monde s'accorde pour reconnaître comme normal que l'état détienne le monopole de la violence légale et pourtant, cette idée reçue qui signifie que lui seul détient le privilège de pouvoir user de la violence sans enfreindre la loi permet tous les excès.

Les populations lui accordent ce monopole parce que sa fonction principale est de protéger la société et de lutter contre toutes les menaces intérieures ou extérieures qui pourraient mettre en danger l'ordre existant c'est à dire la propriété, les institutions et les rapports de classe et de personnes.

En clair, cela veut dire que l'état est libre d'utiliser la violence pour faire en sorte que rien ne change et il est libre de moduler à sa guise le niveau « utile » de violence en fonction de l'importance des menaces. Lui seul est à même de définir et d'identifier la menace puis de quantifier son degré.

Si les citoyens ont le sentiment qu'ils étaient plus libres autrefois qu'aujourd'hui, si ils considèrent que leurs droits fondamentaux se restreignent sans cesse, si ils se sentent surveillés, écoutés, fichés en permanence, c'est aux dires de l'état « pour leur bien », parce que les menaces pesant sur la société augmentent. Cette diminution de leurs libertés est le prix qu'ils doivent payer pour que rien ne change, pour que les riches continuent à jouir tranquillement de leur richesse et pour que les pauvres se laissent exploiter.

Alors, bien sûr, on se demande jusqu'où peuvent aller les exigences de l'état ?

Quelles sont les limites ? Un simple regard sur l'histoire du XXe suffit à nous renseigner. C'est pour protéger la race aryenne que l'état nazi a exterminé des millions de juifs, slaves, tziganes et autres ennemis du régime hitlérien ; c'est pour se défendre des contre révolutionnaires que les états soviétique, chinois, nord coréens ... ont exterminé des millions de leurs compatriotes, que partout dans le monde des états ont à un moment ou l'autre emprisonné, blessé voire massacré simplement parce que l'ordre social était menacé ...

Les exemples d'atrocités commises par des états pour défendre l'ordre social existant sont multiples et il n'est nul besoin d'aller bien loin : 30 000 parisiens fusillés en 1871 parce qu'ils rêvaient d'un monde plus juste, des centaines de milliers d'algériens, vietnamiens, malgaches, africains massacrés par les troupes françaises aux ordres de gouvernements républicains inventeurs par ailleurs de mesures sociales (ex la sécurité sociale) parce qu'ils ne supportaient plus le colonialisme.

Combien de grévistes, de manifestants, assassinés par les forces de l'ordre simplement parce qu'ils réclamaient plus de justice ? Et tout récemment, la France de Mitterrand a très probablement aidé à massacrer 800 000 rwandais.

L'état est prêt à tout pour remplir sa mission, faire en sorte que rien ne change, protéger l'ordre social existant et dans nos démocraties presque personne ne conteste son droit d'user et d'abuser de la force.

Cette aberration paraît naturelle et la majorité trouve normal que depuis 70 ans l'humanité soit à la merci de quelques chefs d'état qui peuvent déclencher une apocalypse nucléaire soi disant pour défendre les intérêts de leurs peuples.

N'est-il pas étonnant que des gens scandalisés parce que des forces de l'ordre utilisent des gaz lacrymogènes pour mater des manifestants acceptent sans problème que des chefs d'état disposent de ce pouvoir effrayant ? C'est que l'état fascine.

Tous les moyens sont utilisés pour le faire apparaître comme indispensable. Les pires mensonges, les plus monstrueuses falsifications de l'histoire, l'éducation, la propagande, les médias ...sont bons pour obtenir la soumission des individus, pour qu'ils pensent qu'un monde sans état est une horreur absolue.

Dès le XVIe siècle, Etienne de la Boétie a montré que le système ne perdure que parce que nous sommes y soumis, parce que nous acceptons les injonctions de l'état et donc celles de la classe dominante. Et si à la suite d'une guerre, d'une révolution ou d'une invasion, la classe dominante est remplacée par une autre, les nouveaux maîtres s'emparent de l'appareil d'état pour assurer leur domination.

Dans son roman, « 1984 », George Orwell nous parle d'un monde dans lequel un

parti totalitaire occupe tous les postes de l'appareil d'état. Le parti se confond donc avec l'état et il décrit ainsi son rôle : « Le parti (l'état) ne s'occupe pas de perpétuer son sang, mais de se perpétuer lui-même. Il n'est pas important de savoir qui détient le pouvoir, pourvu que la structure hiérarchique demeure toujours la même. Les croyances, habitudes, goûts, émotions, attitudes mentales qui caractérisent notre époque, sont destinées à soutenir la mystique du parti (de l'état) et à empêcher que ne soit perçue la vraie nature de la société actuelle. »

L'état est lié à un mode de domination, l'exploitation d'une classe par une autre, il est toujours au service de la classe dominante peu importe laquelle. Il faut qu'il y ait une classe dominante pour qu'il y ait un état et il faut qu'il y ait un état pour qu'il y ait une classe dominante. Et quand, suite à un événement extraordinaire, révolution, invasion ou guerre une classe perd sa position dominante, la classe qui prend la relève reconstruit très vite un état en réinsérant les anciens fonctionnaires car eux seuls maîtrisent les techniques.

Ainsi en 1918, les bolcheviks se sont très vite emparés de l'appareil d'état tsariste pour leur profit exclusif et les mêmes fonctionnaires qui pourchassaient les ennemis du tsar ont persécuté avec la même conscience professionnelle les ennemis des bolcheviks. Et avec le cynisme qui le caractérisait, Staline accusa Trotsky de trahison parce qu'il avait nommé à la tête de l'armée rouge des anciens officiers tsaristes. À en croire les défenseurs de l'état, les atteintes aux droits de l'homme et autres violations des droits des personnes seraient le fait de certaines catégories d'état : états totalitaires, dictatoriaux, non-démocratiques ou autoritaires.

Si l'on doit reconnaître que les états démocratiques font généralement preuve de retenue quand il s'agit de réprimer des mouvements d'humeur de leurs citoyens, (cette retenue est parfois très relative), dès qu'il s'agit de lutter contre des menaces exogènes, ces états affichent leur vraie nature et si l'on fait le bilan comparatif des exactions commises par les phares de la démocratie, France, Grande-Bretagne, États-Unis, Allemagne non hitlérienne depuis 1850, il n'est pas certain que les crimes des états totalitaires ou dictatoriaux (Allemagne nazie, Italie fasciste, URSS, Chine maoïste, etc) soient en qualité ou quantité largement inférieurs.

Par ailleurs, tous les états -quels que soient les qualificatifs qu'on leur accole- sont mus par le même ressort qui est de croître sans cesse, d'être toujours plus grand, plus riche, plus puissant. C'est pour satisfaire cette volonté de puissance, sous le prétexte égoïste de la défense des intérêts de ses citoyens que tout état -du plus petit au plus grand- cherche sans cesse à augmenter son poids démographique, sa

puissance militaire, ses forces économiques et commerciales. Et c'est bien parce qu'ils ont tous la même ambition, que les états se retrouvent parfois ennemis les uns des autres, même quand ils sont alliés concurrents. C'est cette logique infernale, parce qu'ils ne veulent pas risquer d'être distancés par leurs ennemis ou leurs alliés, qui rend si difficile tout accord international même lorsque la survie de l'humanité est en jeu.

La puissance d'un état se mesure à la force de ses armées, à l'importance de ses industries, à la force de son agriculture. Renoncer à la fabrication et à la vente d'armements, à l'utilisation de produits destructeurs de l'environnement, à la croissance démographique, à la course à la productivité, à tout ce qui participe de la puissance militaire et économique de l'état, c'est prendre le risque que des états concurrents ou ennemis vous dépassent, c'est mettre un bémol aux fiertés nationalistes, c'est proprement nier l'état.

Tant pis si le prix à payer est la destruction de la biodiversité, le changement climatique, l'épuisement des ressources et finalement la mise en danger de tous les équilibres du vivant. Pour assurer sa fonction l'état, ce monstre froid, n'a jamais hésité à recourir aux pires ignominies. Qu'importe pour lui la disparition de larges pans de l'humanité si à la fin, le modèle de domination auquel il est étroitement lié subsiste.

En résumé, l'état a une fonction : protéger l'ordre social existant contre toutes les menaces intérieures ou extérieures, réelles ou imaginaires. Pour qu'il puisse remplir cette fonction, les populations lui concèdent le monopole de la violence légale. Sa fonction consiste d'abord à identifier les menaces et à les qualifier : c'est lui seul qui détermine les ennemis ou les amis et les désigne comme tels aux populations et ensuite à déterminer les moyens et le niveau de violence adaptés pour répondre. Les peuples mettent à sa disposition une large panoplie d'instruments qui va de la simple contravention jusqu'à l'arme nucléaire. Étant d'abord au service du maintien d'un ordre social et de la domination d'une classe, l'état va définir comme une menace tout ce qui s'oppose à cette classe. L'histoire montre que tout état -même le plus démocratique - peut, lorsque les circonstances l'exigent, devenir un bourreau. Les populations sont donc folles de se soumettre à ses diktats. Tous les humains qui aspirent à une vie libre, à une société égalitaire et démocratique n'ont pas d'autre possibilité que de détruire Ce monstre.

NOUS ÉTIONS LÀ ...

Acte XXII, le samedi 13 avril, à Toulouse, dès 13 heures nous avons vu le premier cortège des gilets jaunes attaqués et nassés par les Forces de Répression (FDR) sur les allées Jean Jaurès. Puis nous avons vu des manifestants sauvagement matraqués rue Bayard. Nous avons vu vers 16 heures la Bac prendre pour cible Éric Drouet qui discutait paisiblement sur le trottoir et charger la foule pacifique sur le Boulevard de Strasbourg. Et encore et toujours les porteurs de banderole systématiquement agressés et dépouillés.



Et comme pour parachever toute cette brutale besogne, comme pour mettre l'accent, circonflexe, sur le A de toute cette lâcheté répressive nous avons vu vers 19 heures rue Alsace-Lorraine au niveau des Augustins ces FDR, toute honte bue, la BAC et un peloton de policiers, s'attaquer à la fois à la presse, aux médecins et aux témoins. À ce moment, un photographe de la presse fut jeté à terre et tabassé au sol par la BAC puis embarqué manu militari.

Hier à Toulouse la stratégie du pouvoir était simple, tout faire pour empêcher de manifester ou, faute de mieux, pour nous empêcher de nous compter. Pour notre part et au vu du nombre de cortèges dispersés dans toute la ville, d'Arnaud Bernard

à la place des Carmes, tous aussi fournis que déterminés, nous estimons ce nombre à plus de 15 000 manifestants.

C'est ce nombre qui explique que les FDR furent débordés, à l'image de leur canon à eau embourbé à François Verdier et à celle de la place du Capitole plusieurs fois prise hier par les gilets jaunes malgré toutes les rotomontades du Pouvoir (voir photo ci-dessous vers 14 h 30).

Oui, malgré toute la violence des FDR à la solde de Macron, hier comme demain pour l'honneur des Travailleurs, pour un Monde meilleur, nous étions là et nous serons toujours là !

Toulouse, le 14 avril 2019

MÊMES CAUSES, MÊMES EFFETS...

« L'APPEL DES GILETS JAUNES DÉTEINT SUR LES RETRAITÉS ESPAGNOLS. »

(Traduction de l'article de José Antequera paru dans Diaro 16 [journal espagnol] le 08/04/2019)

« La coordination de Madrid pour la défense du système public des retraites dit non “ au Pacte de Tolède ” et annonce une mobilisation le deuxième mercredi de chaque mois jusqu'au congrès des députés.

De cette manière, la Coordination prétend étendre à tous les secteurs ces journées de protestation en impliquant les travailleurs concernés par les baisses et les coupes dans les pensions que de nombreux experts annoncent pour les prochaines années. Mercredi dernier, des groupes de retraités avec leurs gilets jaunes ont commencé à être remarqués dans les rues de Madrid, sortant des bouches de métro et défilant en distribuant des dépliants et brochures d'information au public.

Il faut se rappeler que c'est sous une forme similaire que commencèrent les protestations des Gilets jaunes qui ont mis en échec le gouvernement de Macron. Les retraités madrilènes se sont inspirés de ce mouvement social, contestataire qui a touché la France ces derniers mois.

Selon les membres de la coordination, le Pacte de Tolède révèle les véritables intentions de ladite commission à savoir continuer à causer des baisses dans les

petites retraites actuelles et futures.

Pour cette raison, la Coordination appelle à la mobilisation sous le slogan “ Pas un pas en arrière pour la défense des retraités ! ”

Cette commission vise, selon les organisateurs, à favoriser et élargir les plans d'épargne retraite privée, [...] et entraînera une détérioration du système actuel de répartition ». « La situation pour 9 millions de retraités devient critique sans qu'avant les prochaines élections, le facteur d'appauvrissement par la baisse de 0,25 % des pensions mis en œuvre par le PP n'ait été abrogé, promesses non tenues par le gouvernement du PSOE ».

Les manifestants considèrent qu'il n'est pas acceptable de maintenir l'âge de la retraite à 67 et, aussi la possibilité de continuer à travailler indéfiniment, ce qui est appelé « vieillissement actif » [...]. Ceci, en outre, augmente l'écart salarial.

Pour aggraver les choses, les propositions des principaux partis conseillent aux travailleurs de souscrire des régimes de retraite privés pour compenser la perte de pouvoir d'achat. Le coordinateur critique également le maintien du facteur de durabilité, « qui, nous le savons, impliquera une réduction significative des retraites futures ». De même, les pensions de veuve, un droit jusqu'à présent, seront accordées en fonction de l'économie de la veuve ou du veuf. « Il n'y a pas un mot sur le financement du service public des pensions quand il a un trou annuel de 18 000 millions d'euros », ajoute la plate-forme.

Pour tout cela, la Coordination de Madrid appelle tous les secteurs sociaux, les jeunes, les travailleurs et les retraités à se battre pour leurs droits et des pensions décentes. La devise des manifestations « *Gobierne quien gobierna, las pensiones se defienden* » [Gouverner (ceux) qui gouvernent, pour défendre les retraites] manifestations appelées un mercredi sur deux jusqu'aux élections

Le mouvement des « vestes jaunes » (Mouvement des gilets jaunes en français) est un mouvement social de protestation qui s'est formé en France en octobre 2018. Le mouvement s'est également étendu, dans une moindre mesure, à d'autres pays voisins, principalement la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Cette mobilisation trouve son origine par la diffusion dans les réseaux sociaux, de manifestes de citoyens qui invitent à protester contre la hausse du prix du carburant, les injustices fiscales et la perte de pouvoir d'achat. Le mouvement se présente dans les médias comme spontané, transversal et sans porte-parole officiel. »

Traduit le 19 avril par nos soins.



Arc de Triomphe, Paris. Acte III - 1er décembre 2018.

DÉMOCRATIE !

Les gilets jaunes sont politiques et ne sont que politiques ! Non pas la politique des politiciens véreux, corrompus et avides de pouvoir, mais la vraie politique ! La politique, c'est quoi ? C'est s'occuper collectivement de la vie de la cité, du bien commun et des intérêts collectifs.

Et que sont les gilets jaunes ? Ils sont le symbole de la volonté de réappropriation de l'espace et des enjeux publics par la population. Les gilets jaunes ont rompu l'isolement et l'individualisme dans lequel le système cherchait à nous maintenir, ils expriment leurs désirs de vivre et construire ensemble, d'être les uns avec les autres et non plus les uns contre les autres ! Il y a dans ce mouvement de la colère contre les dirigeants quels qu'ils soient mais il y a aussi et surtout de la joie et du plaisir ! De la joie de se retrouver ensemble, du plaisir à construire un monde meilleur pour demain.

Chaque gilet jaune a pris conscience de son identité et du fait que, collectivement, unis, les gilets jaunes pouvaient agir et vaincre ! Ça c'est de la Politique, ça c'est la Démocratie !

La démocratie représentative que ceux d'en haut nous proposent n'est qu'une farce ! Sous prétexte d'efficacité, ils nous demandent d'élire nos maîtres. Le seul but que poursuit cette minorité d'exploiteurs est de faire en sorte que rien ne change de façon à continuer à jouir de ses privilèges. Les Gilets Jaunes ont rompu leurs chaînes, il y avait un avant 17 Novembre, il y aura un après. Aucun des gilets jaunes ne sera plus jamais pareil à ce qu'il était avant !

La proposition du RIC (référendum d'initiative citoyenne) paraît intéressante au premier regard. Mais ne nous y trompons pas. Cette mesure ne remet pas en cause l'organisation hiérarchique de la société et le fait qu'une poignée de politiciens sans scrupule restera à la manœuvre. Elle ne remet pas cause leurs fonctions, ni même le bien fondé de leur existence. Avec ou sans RIC, ils resteront à leur place et continueront leurs pratiques ignominieuses. Quant bien même une proposition serait émise, ils noieront le poisson, la reformuleront, l'amenderont jusqu'à ce qu'elle perde tout son sens.

Choisir le RIC, c'est accepter de parler à cette bande de maffieux, c'est leur donner de l'importance. S'ils possèdent du pouvoir, c'est uniquement parce que nous leur en reconnaissons. Nous ne partageons rien avec ces gens, ils nous appellent

les gueux et les sans dents ! Mais qui veut encore continuer à leur parler ? Nous n'avons pas besoin de maîtres, de multiples expériences historiques le prouvent.

À nous d'inventer de nouvelles formes d'organisations, de nouveaux outils pour nous coordonner, pour décider ensemble, pour agir ensemble. Par leurs actions, les Gilets Jaunes ont montré leur volonté de reprendre en main leur destin collectif, c'est l'Histoire que nous écrivons en ce moment dans la rue ! Ne laissons plus à des élus professionnels (l'état de la planète et de la société prouvent suffisamment leur incompétence et leur malhonnêteté !) le soin de décider de notre avenir ; des assemblées populaires hebdomadaires de quartier, de village, d'entreprise peuvent parfaitement gérer le bien commun. Et ensuite, nous pouvons nous coordonner avec d'autres quartiers, d'autres villages et d'autres entreprises, etc ... harmoniser l'offre et la demande, les possibilités et les besoins.

Ceci n'est qu'une idée parmi tant d'autres, les Gilets font preuve depuis le début du mouvement d'une formidable intelligence collective. D'autres idées fourmillent immanquablement dans la tête de chacun d'entre nous.

C'est dans l'échange avec les autres et dans les pratiques collectives que nous trouverons comment vivre Notre véritable Démocratie.

ÊTRE ET AVOIR

Qui sont les Gilets Jaunes, qu'ont ceux qui les critiquent ? Les Gilets jaunes sont essentiellement, pour ceux que j'ai eu le plaisir de rencontrer, des travailleurs. Des personnes qui gagnent ou ont gagné leurs salaires, leurs vies, grâce aux efforts qu'ils font ou ont fait et à l'huile de coude.

Enfin, quand on parle de gagner sa vie, cela devient de plus en dur : le travail ne paie plus. Après avoir trimé toute sa carrière on se retrouve avec une retraite de merde, et avec nos salaires après le loyer, les impôts et les crédits, il en reste pas lourd...

Ceux qui critiquent les gilets sont des possédants. Le petite bourgeoisie bien pensante et propre sur elle, donneuse de leçons et moralisatrice. Elle peut se dire progressiste mais ne comprend pas le mal qu'il y a se faire payer un loyer exorbitant

tous les mois par un plus pauvre qu'elle. Ils ont un bon salaire, meilleur que le notre, auquel vient s'ajouter les rentes et le bénéfice qu'il tirent de leurs possessions et de leurs placements en bourse.

Ne nous voilons pas la face, les riches ne sont pas riches par ce qu'ils font, mais ils le sont pour ce qu'ils ont ! Toute la politique fiscale de Macron est fondée sur ce principe. Il ne cherche pas à ce que le travail soit mieux payé, il cherche à ce que les fortunes de ses amis leurs rapportent encore plus.

Les journalistes qui tentent de salir le mouvement par leurs mensonges éhontés, la mise en exergue de détails insignifiants, et leur mauvaise foi dont ils font preuve font parti de la deuxième catégorie. Ils sont bien intégrés dans ce système, beaucoup doivent posséder plusieurs logements et de nombreux livrets.

Ceux qui critiquent les Gilets Jaunes ont quelque chose à perdre !
Pour le conserver, ils sont prêts à tout !

Les « philosophes » invitent à tirer sur la foule et les « intellectuels » osent nous traiter de fascistes quand le gouvernement use d'une répression particulièrement violente et propose des lois autoritaires allant à l'encontre de la liberté individuelle la plus élémentaire ! Pour conserver leurs biens, ils sont prêts à fouler au pied toutes les idées et toutes les valeurs qu'ils se disent représenter. De Morale, ils n'ont pas, tout juste une moralité pacificatrice et réactionnaire visant à maquiller leurs vices et leurs esprits corrompus.

Face à eux, qui ne cherchent qu'à paraître, et dont la seule identité ne tient que dans ce qu'ils possèdent ; nous, nous sommes ! Nous sommes ensemble, nous sommes en mouvement et nous sommes déterminés !



MAIS, QUE VAIS-JE FAIRE DE VOUS, BONS « À RIEN » ?

« On n'est pas fatigués ! » Mais si, je suis fatiguée... Fatiguée d'être coupable et victime d'un libéralisme décomplexé de sa violence sur les personnes et sur la planète. Un libéralisme tellement décomplexé et soutenu qu'il est passé, ces derniers jours, d'indécent à obscène dans ma grille d'évaluation.

Alors, j'essaie de penser et d'agir, bien sûr, mais, je rêve aussi...

Ce matin, je me suis réveillée fatiguée. Je m'étais endormie en pensant à ce que serait la vie quand j'aurai gagné, persuadée que j'allais refaire le plein d'énergie, mais, rien, pas d'énergie !

Faut dire que bêtement, dans mon lâcher-prise et mon enthousiasme à vivre cette nouvelle vie tellement sociale, joyeuse, libre... j'ai poussé jusqu'à me poser la question de la place de toutes ces personnes qui collaborent activement au système et qui gâchent la vie de la planète et celle d'au moins 75 % de sa population !

Dans ma nouvelle société, à quoi peuvent servir un Macron, un Castaner, une Le Pen, un Wauquiez, un Apathie et quelques milliers d'autres ?

Je veux dire : en quoi peuvent-ils être utiles ? En quoi peuvent-ils servir l'intérêt général ? Qu'est-ce qu'ils savent faire d'utile ?

Et voilà que dans ma belle société rêvée, le chômage pointe son nez ! Certes, ce n'est qu'un chômage « à la marge » comme ils disent, qu'un chômage de classe, mais un chômage quand même !

Bon, le plus simple, serait de les inculper et de les emprisonner pour mise en danger de la vie d'autrui et plus si affinité.

Mais, dans ma société, il n'y a pas de prison, même pas pour eux ! J'ai beau être « factieuse », « séditieuse », et maintenant « émeutière », ma non-violence de principe m'impose de n'envisager qu'une société heureuse, démocratique, sans police ni armée, ni prison.

Du coup, mais qu'est-ce que je vais bien pouvoir faire de vous, bons « à rien » ?

Inventer le concept de « la transition des inutiles ? »

Retour à la réalité : c'est pas gagné ! Les inutiles se défendent. Les invisibles continuent.

Dans ma tête, je scande :

« La police nous protège,
Ça crève les yeux »

Et,

« Vivre en France,
Ça coûte un bras.

S'en plaindre,
Ça coûte un œil !

Quel sera le prix du 23 mars ?

- Parce qu'à ce jour, il y a toujours 14 millions de personnes qui vivent dans la grande pauvreté, 3 millions qui n'accèdent pas à l'hygiène élémentaire, 4 millions de travailleurs qui sont sans toit, et je ne parle même pas des implications sur les femmes et les enfants, comme toujours en première ligne, pas plus que celles sur les personnes issues de l'émigration, et encore moins des exilés, avec ou sans papiers, ou encore des mineurs isolés, ou des enfants placés PJJ (protection judiciaire de la jeunesse) qui se retrouvent à la rue le jour de leur 18 ans !
- Parce qu'en 2018, 1200 personnes sont mortes dans un accident de travail (article Basta !), 238 dans un accident de la route, et, que c'est contre la mortalité des accidents de la route que le gouvernement prétend lutter par le racket pénalisant, tout en passant sous silence les accidents du travail !
- Parce qu'à ce jour, aucune des revendications portées par les gilets jaunes n'a été satisfaite, bien que la coalition médiatico-politique fasse semblant de dire le contraire ou de faire comme si les revendications n'étaient toujours pas connues !
- Parce que Justice sociale, Justice fiscale et Démocratie sont des mots qui leur écorchent la gueule dès lors qu'ils construisent du sens collectif !
- Parce que depuis 4 mois de luttes, la seule réponse est la répression, et maintenant leur criminalisation et l'intervention de l'armée prévue pour le 23 mars !

Alors, pour moi, la question de la poursuite du mouvement ne se pose pas. Dans ma société rêvée, vous êtes des inutiles, dans celle que vous m'imposez, vous êtes des nuisibles qu'il faut neutraliser !

Le 23 mars, vous interdirez les manifs à Paris « Champs élysées », Nice, Toulouse, Bordeaux centres villes, vous autoriserez l'utilisation des traçants dans les canons à eau, (façon de dire tous coupables et de gommer la présomption d'innocence), et, vous mobiliserez l'armée.

Mauvaise réponse !

Qu'est-ce qui cloche du côté cognitif chez vous ? Incapacité à apprendre. Si vous étiez mes élèves, vous seriez pris en charge par un RASED (réseau d'aides spéciali-

sées aux élèves en difficulté), mais non, vous les avez déjà démantelés !
Donc, le 23, faut-il aller à Toulouse pour ajouter du « même pas peur », aux revendications du pouvoir vivre et pouvoir vivre ensemble ? C'est la seule question que je me pose.

« Même pas peur », pour moi, c'est une bravade : j'ai peur dès que je suis face à des uniformes armés dans la rue, j'ai très peur à chaque manif dès que je suis face à des robots casqués, sur-armés dont je ne peux même pas capter le regard. Bref, je suis trouillardé. Mais, comme je suis aussi colère, j'y vais avec une barre plus ou moins forte au ventre.

Le 23 à Toulouse ? Je n'y ai pas encore répondu : depuis le départ, je m'oppose à la concentration méga-urbaine du mouvement et demande à ce que nous ré-investissions tous les ronds-points, parce que ça a plus de sens, pour moi, et parce qu'il est plus facile d'occuper un rond-point près de chez soi que de se déplacer à Toulouse se faire à minimum gazer, d'autant que sur les ronds-points, on discute, donc on construit du sens collectif entre nous, mais aussi avec ceux qui s'arrêtent.

Le gouvernement a gagné en « nous » poussant dans les centres urbains ce qui lui permet de provoquer « les violences urbaines ». À Montauban, après 18 semaines, pas une vitrine de cassée, mais 8 cabanes détruites, 3 personnes incarcérées à Seysse, quelques dizaines de blessées (fractures, plaies, conjonctivites) par matraquage, utilisation de LBD (flash-ball), grenades de désencerclement, grenades lacrymogènes). C'était avant que les manif ne s'étoffent sur Toulouse. Depuis qu'on est à moins de 1000 manifestants à Montauban, la BAC (brigade anti-criminalité) ne se déplace plus.

Le 23, je ne sais pas encore si j'irai à Toulouse ou si je resterai à Montauban, mais, ce dont je suis sûre, c'est que l'avenir est aussi entre les mains des « classes moyennes ».

Va falloir qu'elles y regardent à travers le plancher de verre. Le discours « humaniste », anti-extrême, ne va pas suffire à justifier la passivité face à l'autoritarisme de ce gouvernement, à ce jour, seule réponse au refus de la misère.

Combien de morts, de mutilés, faut-il pour que les classes moyennes sortent de leur zone de confort, et de leur cécité ?

Peut-être leur faut-il un 23 mars ultra-répressif, pour qu'elles sortent le 30 ?

Josette, Gilet Jaune Montauban

UN TÉMOIGNAGE DE L'ACTE VINGT — TROISIÈME DES GILETS JAUNES

« Toulouse, il est aux alentours de dix-sept heures ce samedi de l'acte vingt — troisième des "gilets jaunes", une foule absolument pacifique manifeste depuis quatorze heures dans une ambiance festive, tout d'un coup le scénario aussi stupide qu'habituel se reproduit. À François Verdier le cortège est nassé, les gens sont bombardés de gaz, matraqués, interpellés violemment par la BAC. Je suis avec un groupe important qui se replie au niveau de la place Dupuy, là plusieurs grenades GLIF4 (contenant donc du TNT) sont lancées n'importe comment sur les gens. Protégés par le vent d'Autan nous refluons vers Guillemery. Sur le pont nous constatons que les grenades de la police ont enflammé les berges du Canal du Midi. Nous repartons longeant le Boulevard de la Gare, je reste avec les retardataires dont certains sont blessés... Arrivé au croisement de la Gloire nous sommes une vingtaine pris en tenaille entre la BAC dans notre dos et un cordon de police en uniforme antiémeute devant nous. Ces derniers nous poussent sur trottoir, ils brutalisent et coincent la plupart d'entre nous contre les murs, visiblement leur intention est d'humilier, l'un deux se laisse aller à me tutoyer et me demande de lever les mains, ce que je ne fais pas. Si du matériel de protection arraché des manifestants jonche le sol, tous nous restons debout ; deux d'entre nous — pourquoi eux ? — sont amenés au poste, le deuxième bien que violenté et menotté les mains dans le dos, nous crie "Ne lâchez rien" ! À ce moment une jeune fille demande aux fonctionnaires de la BAC ce qu'ils pensent du tir de LBD qu'elle a reçu au ventre et dont elle montre les stigmates. Ils répondent qu'ils sont soumis au devoir de "neutralité du service public". Une conversation s'engage, car précisément leur action n'est pas neutre quand elle protège un pouvoir qui bafoue le droit de manifester, qui leur ordonne pour ce faire d'attaquer des individus pacifiques et que par ailleurs tant qu'il existera dans ce pays des millions de laissés pour compte, ils recevront des ordres illégitimes. Au bout de quelques minutes, ils nous laissent repartir et nous rejoignons Jaen Jaurés pour reprendre la lutte. »

A Toulouse, le 21 avril.

LE 27 MAI 2019

Certains expriment leur déception de voir le RN en tête des élections. Pour d'autres « les gilets jaunes » auraient voté massivement RN. Bien sûr qu'il y a des gilets jaunes qui ont voté (et même RN pour certains). Et des gilets jaunes abstention-

nistes, il y en a eu aussi et sûrement plus (en tout cas statistiquement déjà...) Il ne faut pas réduire les gilets jaunes au RN, ça, c'est le discours du pouvoir qui va vouloir nous décourager. Parmi ceux qui ont voté RN, il y a aussi tous les commerçants, les petits patrons et tous ceux que le mouvement emmerde, qui veulent un rétablissement de l'ordre comme l'a promis Marine Le Pen. Après des gilets jaunes qui restent influencés par le RN — ça ne date pas d'hier, il y en a depuis le début — on va continuer à argumenter et se battre pied à pied s'il faut en leur rappelant que Le Pen est contre l'amnistie des gilets jaunes par exemple : si la masse des gilets jaunes avait viré fasciste, ce n'est pas 23 % des inscrits avec 48 % d'abstention qu'aurait fait le RN, mais 40 % avec 70 % de votants... Ne tombons pas dans le piège du pouvoir qui une fois encore cherche à tout ramener à lui en faisant croire que les élections sont l'arbitre ultime du jeu politique et que maintenant quelles sont passées, il faut rentrer sagement résigné à la maison regarder la télévision...

IL PARAÎT QUE LES GILETS JAUNES AURAIENT MAJORITAIREMENT VOTÉ POUR LE R.N ?

Un article des Inrocks et qui circule sur internet, indique que «Les Gilets jaunes auraient voté en majorité pour le RN». Cet article vise à démoraliser les GJ et leurs soutiens. Autopsie d'une manipulation ..

Déjà la présentation de l'article laisse à penser que les GJ ont été interrogés et qu'ils ont indiqués une intention de vote majoritaire pour le RN.

Première présentation biaisée : le sondage n'a pas été réalisé auprès des Gilets jaunes spécifiquement, par exemple sur des ronds point ou dans des manifs, mais auprès de personnes «lambda», pas spécialement impliquées dans le mouvement. Un échantillon de 2773 personnes a été tiré au sort, et les personnes qui ont accepté de répondre ont remplis un questionnaire en ligne sur internet. Ainsi ce ne sont pas des GJ qui ont répondu mais des personnes « qui se sentent GJ ». Qu'est ce que cela signifie ? Quelle valeur cela a de se sentir GJ ? Peut on se sentir GJ uniquement parce qu'on frémit en regardant les manifs sur BFMTV ? Quoiqu'il en soit, il aurait été plus honnête que le journaliste titre « les gens qui se sentent GJ auraient voté » et non « les GJ auraient votés »

Seconde présentation biaisée : l'échantillon ne porte pas sur l'ensemble de la population mais uniquement sur les personnes inscrites sur les listes électorales. Ne sont

pas prises en compte dans le sondage toutes les personnes qui – volontairement ou parce qu’elles sont privées de droit civiques – ne sont pas inscrites. Les non inscrits sont particulièrement nombreux parmi les jeunes et les non diplômés, bref parmi les classes populaires ... Là encore il aurait été plus rigoureux que le journaliste titre « Les Gilets Jaunes inscrits sur les listes électorales auraient voté ... »

Troisième présentation biaisée : le ton alarmiste laisse à croire que les intentions de vote FN auraient été en hausse. Or les résultats du sondage indique que ces intentions de vote RN des inscrits qui se sentent GJ sont stables. Il n’y a donc pas eu de poussée des intentions de vote RN des gens qui se sentent GJ si on en croit ce sondage.

Alors certes, on pourra rétorquer que 44% d’intention de votes RN c’est élevé.

Mais il y a un autre résultat de ce sondage que les journalistes ne reprennent pas et qui est pourtant tout aussi intéressant : dans ce même sondage, 51% des sondés qui se sentent Gilets jaunes déclarent avoir l’intention d’aller voter aux élections. Soit 49 % ont l’intention de s’abstenir. Donc en suivant la même logique que nos amis journalistes, nous serions en droit d’écrire que 49% des Gilets jaunes se seraient abstenus !

Ceci illustre bien le côté complètement bidon de ce genre de sondages fait sur internet. Car si si on cumule toutes les intentions de vote déclarées par les sondés (RN+LFI+DLF+LREM+LR+PS+EELV), on obtient 81% de sondés qui expriment un vote ET EN MEME TEMPS, 44% des sondés expriment qu’ils ne voteront pas. Ce qui fait une population totale (votants + abstentionnistes) d’au moins ... 125 % !

Bref les gilets jaunes auraient votés RN et en même temps se seraient abstenus ... La rhétorique macronienne à l’œuvre... En tout cas, et là le sondage a sûrement vrai, ils n’auraient pas voté Macron / LREM.

Et ça, le Pouvoir ne peut pas le supporter.

Il faut donc qu’il fasse un travail de sape psychologique, pour nous faire culpabiliser, qui est une vieille technique de de manipulations des masses assez classique. L’objectif est de nous démoraliser, de nous faire peur, pour que nous nous réfugions dans les bras de l’Homme Providentiel, du Sauveur de la Démocratie et de l’Europe réunie.

En attendant, nous vous propose un peu de lecture pour exercer notre esprit critique et ne pas gober les bobards du Pouvoir : MÉCANISMES DE LA MANIPULATION DE MASSE

(PS : les données du sondage https://ladaws-pm-prod.s3.eu-west-1.amazonaws.com/var/partenaire/ifop/europeennes_2019/24-05-2019.pdf)

LA RÉPRESSION EST UN OUTIL DE L'ÉTAT, DÉMOCRATIQUE OU PAS !

Il y a quelques mois, un sénateur macroniste du nom de Claude Malhuret faisait le malin à l'assemblée nationale, en se moquant ouvertement des gilets jaunes à coup de « bon mots » qui a fait bien rire l'assistance LREM, notamment le premier ministre Édouard Philippe. Ils faisaient mine d'avoir oublié que courant décembre 2018, le gouvernement Macron ne faisait vraiment pas les malins face à cette colère populaire. Ils se sont également permis de railler les revendications des GJ en les qualifiant de « trous noirs ». Non seulement ces gens là n'ont rien compris à ce qu'est ce mouvement (et probablement qu'ils n'y comprendront jamais rien !) mais on pourra apprécier en plus leur cynisme et leur mépris.

DÉBAT PUBLIC

LA RÉSISTANCE POPULAIRE : DE LA TUNISIE AUX GILETS JAUNES



À PARIS, FRANCE - À TUNIS, TUNISIE

LE 14 JUIN 2019, À 20H - ORGANISÉ PAR LA CNT-AIT

Ils ont beau considérer ce mouvement avec condescendance, il dure tout de même depuis bientôt un an. À ce jour nos rigolos du gouvernement ont foutu environ 440 personnes en prison ! Pas mal pour un mouvement si « peu sérieux » ; ils en ont donc visiblement toujours la trouille !

Comprenons-nous bien : quand un état même « démocratique » se sent menacé, il utilise toujours la répression et l'arbitraire afin de préserver leur statut social, leur fric et leurs intérêts financiers plus ou moins honnêtes qui vont rarement (jamais ?) dans le sens de l'intérêt général. La bourgeoisie (et nous parlons bien de ce qu'ils sont dans la vraie vie) quand elle a peur n'a plus rien de « démocratique ». Le parquet a ainsi mené une politique répressive, en proposant des peines lourdes, en parfaite harmonie avec volonté du gouvernement macron de casser ce mouvement à tout prix. Nous assistons donc à une répression judiciaire inédite que ne renieraient pas bon nombre de dictatures à travers le monde, au point que l'Iran ou la Russie se sont permis d'ironiser sur le sujet.

Depuis le début du mouvement des GJ, environ 11 000 personnes auraient été placées en garde à vue, dont 2200 ont été classées sans suite et 2400 ont conduit à des « décisions d'alternative aux poursuites ».

4700 affaires ont fait l'objet de renvoi devant les tribunaux. Un peu plus de 3000 condamnations ont été prononcées. Un tiers de ces condamnations ont donné lieu à des peines d'emprisonnement ferme allant de quelques mois à 3 ou 4 ans ! De nombreuses enquêtes sont toujours en cours et 150 informations judiciaires ont été ouvertes.

Tout le monde constate que jamais les forces de l'ordre n'ont autant utilisé de LBD 40 (lanceur de balles de défense), lancé autant de grenades lacrymogènes et de désencerclement. La répression anti-gilet jaunes est une occasion supplémentaire pour restreindre encore un peu plus les libertés publiques. Ceci n'est pas nouveau car depuis 20 ans nous subissons Vigipirate avec son lot de militaires patrouillant dans les gares et parfois dans la rue comme dans une dictature militaire.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a légiféré en 2017 pour rendre permanent l'état d'urgence promulgué au lendemain des attaques de novembre 2015. Il a alors inscrit des mesures liberticides, jusqu'alors d'exception, dans le droit commun. Toutes ces lois sécuritaires ont été adoptées soi-disant pour lutter contre le terrorisme, par contre nous avons pu en constater l'efficacité quasi nulle. De plus, personne dans les gouvernements successifs n'en a fait un bilan sérieux mais ce qui est certain, c'est que tous ces dispositifs restreignent un peu plus les

libertés publiques et facilitent grandement les interpellations arbitraires.

Si l'état agit de la sorte c'est qu'il a peur, et si il a si peur c'est peut être que les gilets jaunes touchent une corde sensible. Il est donc logique qu'il y ait autant de répression. Leur « démocratie », n'est plus alors qu'un conte pour les enfants, puisque dans les faits le pouvoir en place nie nos droits fondamentaux et les libertés essentielles. Il en fait la preuve chaque jours, en remettant en question tout ce qui a été acquis de haute lutte comme le droit à la retraite après une vie de labeur, ou l'assurance chômage à laquelle beaucoup de gens ont recours un jour ou l'autre.

DES GILETS JAUNES ET DE LA COGESTION

« Les gilets jaunes ont obtenu plus en un an que les syndicats en vingt ans » constataient récemment un responsable patronal faisant allusion aux dix sept milliards d'euros débloqués par Macron. Les dirigeants syndicaux et les médias constatant la baisse du nombre de syndiqués se lamentent et appellent à un renouvellement des grandes centrales. Pour eux, renouvellement signifie plus de considération de la part de l'État, plus de moyens et d'argent mis à leur disposition, plus de participation à la gestion de l'économie capitaliste, en bref plus de cogestion. Discours hypocrite s'il en est et les gilets jaunes le prouvent, car ils se contentent d'appliquer des méthodes syndicales vieilles de plus d'un siècle, méthode que les syndicats ont depuis longtemps, sous prétexte de modernisation et de cogestion délaissées.

Au début du vingtième siècle, le mouvement syndical pour faire aboutir ses revendications pratiquait l'action directe, c'est-à-dire que les travailleurs décidaient eux-mêmes démocratiquement de leurs revendications et des moyens qu'ils mettaient eux-mêmes en œuvre. Pour faire céder le patron ou l'État, ils ne faisaient confiance qu'à leurs propres forces. En refusant de confier à d'autres, bureaucrates, permanents ou autres professionnels la gestion de leur lutte, ils affichaient aux yeux du monde leur volonté de construire un monde plus humain. La grève, le boycott, voire le sabotage sont des méthodes d'action directe.

C'est parce qu'ils utilisaient ces méthodes de lutte et parce qu'ils pratiquaient la solidarité que les travailleurs ont conquis au prix de beaucoup de souffrances les acquis sociaux actuels. Démocratie directe, action directe et solidarité sont les seules armes à la disposition des exploités pour faire céder leurs exploités. Les

confédérations syndicales actuelles n'ont plus rien de commun avec les anciens syndicats qui refusaient absolument toute collaboration avec l'État et les patrons parce qu'ils les considéraient pour ce qu'ils sont aujourd'hui comme hier : des ennemis de classe qui ne cèdent qu'à la contrainte. En renouant avec ces pratiques et en montrant qu'elles sont toujours aussi efficaces, les gilets jaunes nous prouvent que le vieil appel de l'Association Internationale des Travailleurs est toujours d'actualité : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* »

LE 15 SEPTEMBRE 2019

Nantes la préfecture s'est encore distinguée ce samedi 14 septembre ! Elle a envoyé des poulets en uniforme interpellé un Homard en papier mâché, il semblerait que le crustacé délictueux, à l'instar d'une centaine de parapluies également arrêtés, n'ait rien déclaré pendant sa garde à vue.

« Pour la grande manifestation de ce samedi 14 septembre à Nantes, les organisateurs annonçaient un défilé festif, dynamique, et populaire, dans un esprit de convergence des luttes. Tout l'inverse du discours anxigène des autorités. Ainsi, pendant plusieurs semaines, un " homard " en papier mâché, à la façon des chars de carnaval, était préparé patiemment. La figure en carton de deux mètres d'envergure devait s'installer en tête du défilé, comme un pied de nez à François De Rugy et aux puissants. Ce midi, alors que le " homard " en papier était transporté en direction de la manifestation, un véritable guet-apens policier a eu lieu. Pas moins de 15 agents de la BAC, cagoulés et très énervés ont encerclé le camion et ses occupants. Et en renfort, une compagnie de policiers en tenue antiémeutes. Une véritable armée pour capturer un homard. Après avoir détruit la sculpture en papier, les agents ont fouillé, molesté et arrêté les personnes présentes. Clefs de bras, brimades, et menaces du genre : " on va te faire fermer ta gueule ". 3 personnes ont été enlevées, sans motif, et emmenées en cellule. Le véhicule a été saisi, en dehors de toute procédure, par les autorités. Des juristes, peuvent-ils dire sur quelles bases juridiques peut-on saisir un véhicule et enfermer 3 personnes pour une grosse tête de carnaval en papier mâché ? » lu sur le site NantesRévoltée.

L'AFFAIRE DU HOMARD

« Parce qu'ils transportaient un homard géant en papier mâché sur un camion "à la façon des chars de carnaval", trois jeunes gens ont été interpellés vers 13 heures samedi midi à Nantes. Plus tôt ce samedi matin, c'était au tour de deux autres personnes de se faire arrêter, avec dans leur voiture, de la peinture, des K-way et des pétards. »

« Dans une vidéo postée sur Facebook, on peut observer qu'un important dispositif policier, composé d'une dizaine de policiers cagoulés, a été dédié à cette opération. Au début de la vidéo, une femme crie : "Ils m'ont dit qu'ils me plaçaient en garde à vue. C'est juste la fabrication d'un homard en papier mâché !" »

« Ces trois manifestants ont été remis en liberté hier, à l'issue de 48 heures de garde à vue et d'un défèrement au palais de justice de Nantes. Le parquet souhaitait les poursuivre pour "association de malfaiteurs en vue de commettre des dégradations sur des bâtiments publics". Pas pour le transport du homard, référence aux déboires de François De Rugy, mais, assurait-on dès dimanche à l'hôtel de police, sur la base d'une "procédure de fond". Hier, le juge d'instruction auquel les suspects ont été présentés a décidé de ne pas les mettre en examen, "considérant qu'il n'existe pas d'élément grave et concordant", note Me Stéphane Vallée, l'avocat de deux d'entre eux. Le trio a été libéré et placé sous le statut de témoins assistés »

« le homard géant en papier, abîmé lors de l'embuscade, a été placé sous scellés "pour les besoins de l'enquête". »

« Une centaine de parapluie » a été saisie samedi 14 septembre à Nantes, lors d'une manifestation de « gilets jaunes », a annoncé la police sur son compte Twitter. »

Le 18 septembre

LE 13 OCTOBRE 2019

Hier 14 h, acte 48 des gilets jaunes, journée nationale à Toulouse, devant une foule résolument pacifique (des milliers de manifestants selon les médias nationaux) les forces de répression du régime se sont déchaînées dès 14 h 15.

Au moins un blessé grave à l'angle de la rue Bayard et des boulevards, des bébés

gazés dans le métro, une cinquantaine de blessés recensés par les médecins, certains de ceux-ci se sont faits dépouillés de leur matériel médical par les FDR, qui ont également molesté des photographes et journalistes. 17 interpellations selon la préfecture, bilan revu par elle à la hausse (!) et porté à 25. Malgré tout, signe de la détermination populaire les manifestations dispersées dans la ville se sont poursuivies jusque tard dans la soirée.

Ce scénario de violence étatique contre la population est habituel dans la ville rose, si nous ne lâchons rien il semblerait que du côté de la matraque cela sente le spleen...

PERDRE AVEC LES SYNDICATS OU AVEC GAGNER AVEC LES GILETS JAUNES

Il paraît que l'économie française va mal. Pourtant la bourse ne s'est jamais aussi bien portée et les salaires des grands patrons augmentent rapidement. Ce qui va mal, ça, c'est sur, c'est la situation de tous ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter des actions. Clairement, les salariés ne sont pas à la fête, les licenciements, les délocalisations, les fermetures d'usines se multiplient, l'intérim, le travail précaire ou à temps partiel avec des salaires de misère deviennent la règle.

Les avancées sociales que nos anciens avaient conquises de haute lutte sont remises en question : limitation des indemnités prud'homales, durcissement considérable des conditions pour avoir droit aux indemnités chômage, etc., etc., et maintenant (de nouveau) le gouvernement s'attaque aux retraites. Ce sont toujours les mêmes arguments qu'on nous ressort : déficit, concurrence internationale, productivité insuffisante, etc. et au final ce sont toujours les couches les plus pauvres de la population qui doivent payer. Et ça fait des lustres que ça dure.

Quelque soit le gouvernement, de droite ou de gauche, à chaque fois c'est le même scénario : les représentants de l'état, les patrons, les dirigeants des syndicats représentatifs se mettent autour d'une table ; ça discute, ça feint de s'engueuler. Les syndicats disent leur colère, surenchérisent, se divisent. Les plus revendicatifs organisent quelques manif pour faire monter la pression... les patrons lâchent quelques bribes par rapport au projet initial ; les syndicats crient victoire... ça aurait pu être pire. Au final, ce sont des droits en moins pour les salariés, les chômeurs, les pauvres, des conditions de vie, de travail plus difficiles. Alors, il faudrait peut-être se poser des questions, s'interroger sur la stratégie employée par ceux qui sont censés défendre les intérêts des travailleurs.

C'est ce qu'on fait les gilets jaunes. Ils se battent depuis 1 an et pour imposer leurs revendications, ils ne font confiance qu'à leurs luttes, ils refusent de confier à qui que ce soit le soin de les défendre. La démocratie directe, l'action directe ce sont les seules règles qu'ils reconnaissent et ça marche.

Rien d'étonnant, donc si de plus en plus de travailleurs syndiqués viennent se mêler aux cortèges de gilets jaunes et si dans certaines entreprises (par exemple au techno-centre SNCF de Châtillon) les travailleurs se lancent dans la lutte sans demander l'avis des syndicats. Eux ont compris la réalité du système dans lequel nous vivons, ils ont compris que les lois réglementant le travail ont été faites comme toutes les autres lois par les membres de la classe dirigeante pour servir les intérêts de cette classe.

Ne faisons confiance qu'à nos luttes.

Novembre 2019



L'AFFAIRE DU HOMARD

«Parce qu'ils transportaient un homard géant en papier mâché sur un camion «à la façon des chars de carnaval», trois jeunes gens ont été interpellés vers 13 heures samedi midi à Nantes. Septembre 2018

QUE PENSER DU 5 DÉCEMBRE 2019 ?

Un an après le début du mouvement des Gilets jaunes, beaucoup espèrent en cette date pour remettre en question cette société inégalitaire et répressive. La colère qui s'exprimera sera massive, mais pour qu'elle aboutisse comprenons d'abord le jeu des protagonistes institutionnels, pour le moment ils tiennent les manettes de cette grève, citons par ordre d'apparition :

– Les syndicats, on se souviendra avec profit que la dynamique des Gilets jaunes a eu lieu malgré eux ; le 1 décembre 2018 à un moment crucial pour les droits des travailleurs la direction de la CGT appelait à rejeter les Gilets jaunes en déclarant à leur propos qu'ils distillaient « des idées xénophobes, racistes, homophobes » communiqué CGT du 26/11/2019 ;

– Ces diffamations étaient dans la droite ligne de celles des médias dominants. Depuis des semaines ces mêmes médias font un grand battage autour du 5 décembre, et cela pour deux raisons :

1 — Pouvoir dire le cas échéant que la mobilisation est plus faible que prévu ;

2 — endosser le rôle de porte-parole d'un événement pour mieux discréditer ceux qui sortiront du cadre prévu.

Dans les deux cas, leur but sera de démoraliser les contestataires.

Toutes ces grandes paroles, tous ces grands discours, tenus par les chefs syndicaux et les grands médias n'ont qu'un seul but. Amener les masses en lutte sur le terrain de la seule question des retraites dont au fait qu'au final elle se réduira à celle des régimes spéciaux, cette stratégie n'est pas un secret, « Pour Macron, les grévistes du 5 décembre seront “ceux qui défendent le maintien des régimes spéciaux” » titre du figaro le 23/11/2019. Ne soyons pas dupes tous laissent entendre que le gouvernement serait gêné du 5 décembre, c'est faux, les syndicats, les médias et l'État ont bien préparé leur coup, il s'agit pour eux de faire coup double :

1 — Recréer les conditions de la défaite de 2010, quand des millions de personnes ont manifesté et fait grève derrière les syndicats pour ne strictement rien obtenir ;

2 — En finir avec l'esprit des Gilets jaunes.

Il faut donc bousculer les règles de ce jeu mortifère pour les populations et la planète, en élargissant les revendications, à se regroupant avec les Gilets jaunes, en débordant toutes les structures syndicales qui voudraient nous mener à une nouvelle défaite.

Contre « en marche “Tous en avant !” »

Macron démission ! Ta société on n'en veut pas ! Amnistie pour les Gilets jaunes !

Communiqué du 28 novembre 2019 de l'union locale toulousaine de la CNT-AIT.

GILETS JAUNES, UN AN DE MOUVEMENT(S)

« Un an de résistance populaire et autonome. Les anarchosyndicalistes de la CNT-AIT, organisation historique des travailleurs qui depuis son existence a toujours participé aux combats pour la Liberté et la Justice sociale saluent l'action courageuse et déterminée des Gilets Jaunes et leur souhaite un bon anniversaire. »

Communiqué de la CNT-AIT Toulousaine, le 17 Novembre 2019



Cette brochure éditée au début janvier 2020 compile des textes parus dans les journaux *Anarchosyndicalisme !* et *Un Autre Futur*, et d'autres sources. On retrouve également des communiqués, des prises de positions afin de tracer quelques lignes d'une histoire de ce mouvement social. La majorité des textes parlent depuis la ville de Toulouse, et ceci des prémises du mouvement jusqu'au début du mouvement contre la réforme des retraites (décembre 2019).



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS
A.I.T.